

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1993 B 03397
Numéro SIREN : 322 593 203
Nom ou dénomination : UFP INTERNATIONAL

Ce dépôt a été enregistré le 07/10/2022 sous le numéro de dépôt 30166

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

AE Audit & Expertise
Partenaires

29, Boulevard Pereire
75017 Paris

UFP INTERNATIONAL

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Audit & Expertise Partenaires
Société à responsabilité limitée d'expertise comptable et
de commissariat aux comptes
Capital de 8 000 euros - RCS Paris 437 855 190

UFP International

Société par actions simplifiée au capital de 20 130 950€
Siège social : 1/3, rue de la Cokerie, 93200 Saint-Denis
RCS : BOBIGNY B 322 593 203

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société UFP International,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société UFP International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1. « Première application des conclusions de l'IFRS IC relatives à l'IAS 19 » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'incidence, à compter du 1^{er} janvier 2021, du changement de méthodologie de calcul de la période d'acquisition des droits pris en compte dans l'évaluation de la provision pour Indemnité de Fin de Carrière.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 22 septembre 2022

DocuSigned by:
EL NOUCH Jean-maurice
A126C5F25F394C5...

Associé

Audit & Expertise Partenaires

Paris, le 22 septembre 2022

DocuSigned by:
BLRUCH Jacques
B157C9A09C6A465...

Associé

GROUPE UFP INTERNATIONAL
Comptes consolidés
au 31 Décembre 2021

Sommaire

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	4
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
1. Informations générales.....	8
2. Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés.....	8
3. Principes et méthodes comptables.....	11
4. Gestion des risques	22
5. Notes relatives aux postes du bilan, du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie et de leurs variations.....	26
Note 1 : Immobilisations incorporelles	26
Note 2 : Immobilisations corporelles.....	27
Note 3 : Actifs financiers non courants.....	28
Note 4 : Stocks.....	29
Note 5 : Créances clients et Autres créances	29
Note 6 : Instruments financiers	30
Note 7 : Trésorerie & Equivalents de Trésorerie.....	30
Note 8 : Capitaux propres.....	30
Note 9 : Passifs Financiers	30
Note 10 : Provisions pour risques et charges.....	31
Note 11 : Fournisseurs et comptes rattachés et Autres dettes	34
Note 12 : Classement et juste valeur des actifs et passifs financiers	35
Note 13 : Produits des activités ordinaires	36
Note 14 : Charges de personnel.....	37
Note 15 : Charges externes.....	38
Note 16 : Amortissements et provisions courants.....	38
Note 17 : Autres produits et charges opérationnels.....	38
Note 18 : Résultat financier	39
Note 19 : Impôts différés	39
Note 20 : Effectif moyen.....	41
Note 21 : Transactions avec les parties liées.....	41
Note 22 : Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants	41
Note 23 : Honoraires des Commissaires aux comptes.....	41

Note 24 : Engagements hors bilan	42
Note 25 : Evénements postérieurs à la clôture	42

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	1	18 245	17 977
Immobilisations incorporelles	1	2 881	2 786
Immobilisations corporelles	2	36 198	30 647
Droit d'utilisation relatifs aux contrats de locations	2	8 135	16 865
Actifs financiers	3	788	784
Actifs d'impôts différés	19	3 726	2 982
Actifs courants			
Stocks	4	157 083	154 470
Clients et comptes rattachés	5	51 253	53 334
Actifs d'impôts exigibles	5	4 796	8 528
Autres actifs courants	5	36 425	29 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	42 175	53 312
TOTAL ACTIFS		361 706	370 823
Capitaux propres et passifs			
Capital émis	8	20 131	20 131
Primes d'émission		1 173	1 173
Réserves consolidées – part du Groupe		126 937	111 583
Résultat de l'exercice – part du Groupe		12 916	15 316
Réserves de conversion		402	(1 173)
(Pertes) et gains actuariels	10	(891)	(828)
Intérêts minoritaires		4 080	4 045
Total capitaux propres		164 748	150 247
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	9	14 598	22 528
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	6 507	8 137
Provisions	10	466	631
Engagements de retraites	10	4 285	3 951
Passifs d'impôts différés	19	689	1 784
Autres passifs non courants		1	
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	9	28 257	57 825
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	1 918	2 062
Provisions	10	1 417	724
Fournisseurs et comptes rattachés	11	78 250	65 630
Instruments financiers dérivés	6	16	31
Autres passifs courants	11	60 554	57 273
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		361 706	370 823

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Produits des activités ordinaires	13	1 186 882	1 192 465
Achats consommés		(1 079 069)	(1 086 931)
Charges de personnel	14	(41 061)	(41 287)
Charges externes	15	(37 818)	(34 067)
Impôts et taxes		(1 212)	(1 203)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	16	(9 454)	(6 573)
Autres produits et charges d'exploitation		1 923	1 805
Résultat opérationnel courant		20 191	24 209
Autres produits et charges opérationnels	17	(71)	177
Résultat opérationnel		20 120	24 386
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		2	42
Coût de l'endettement financier brut		(2 058)	(2 738)
Coût de l'endettement financier net	18	(2 055)	(2 695)
Autres produits et charges financiers	18	118	757
Charge d'impôt	19	(4 839)	(6 686)
Résultat net consolidé		13 343	15 763
Résultat minoritaire		428	448
Résultat consolidé groupe		12 916	15 315
Résultat net par action		0,6416	0,7608

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé		13 343	15 763
Gains et pertes actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	10	(63)	(196)
Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers	12	0	12
Différences de conversion		1 575	(1 173)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 511	(1 357)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		14 855	14 406

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net	13 343	15 764
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6 932	6 301
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(15)	(4)
Plus ou moins value de cession	71	2
Impôts sur les bénéfices	(1 827)	(277)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	1 825	2 447
Autres produits et charges calculés	216	19
Variation du besoin en fonds de roulement	12 831	27 969
Flux net de trésorerie généré par l'activité	33 376	52 221
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 082)	(6 477)
Acquisitions d'immobilisations financières		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	38	107
Cessions d'immobilisations financières	(3)	3 762
Variation de périmètre autres	(836)	(104)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(3 883)	(2 712)
Intérêts nets payés	(1 841)	(2 447)
Variation nette des dettes financières	(13 260)	(4 893)
Augmentation de capital		
Dividendes versés		(5 434)
Dividendes reçus		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(15 101)	(12 774)
Effets de change	839	(1 303)
Variation de la trésorerie courante nette	15 232	35 432
Trésorerie courante nette à l'ouverture	7 584	(27 848)
Trésorerie courante nette à la clôture	22 817	7 584
Variation de la trésorerie courante nette	15 232	35 432

Détail de la trésorerie nette à la clôture:

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Disponibilités	42 175	53 312
Concours bancaires courants	(19 359)	(45 728)
Trésorerie Nette à la clôture	22 817	7 584

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (IFRS)

(en K€)	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées et résultat	Pertes / gains actuariels	Différences de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2020	20 131	1 173	126 899	(828)	(1 173)	146 202	4 045	150 247
Ecart de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers						0		0
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres				(63)		(63)	0	(63)
Variation Ecart de Conversion					1 575	1 575	175	1 750
Résultat net 31/12/21			12 916			12 916	428	13 344
Total des profits/(pertes) nets de l'exercice	20 131	1 173	139 815	(891)	402	160 630	4 647	165 277
Augmentation de capital						0		0
Distribution de dividendes						0		0
Variation de Périmètre						0	(567)	(567)
Autres variations			38			38	0	38
Capitaux propres au 31 décembre 2021	20 131	1 173	139 853	(891)	402	160 668	4 080	164 748

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1. Informations générales

UFP INTERNATIONAL est une Société par Actions Simplifiée, de droit français dont le siège social est situé au 1-3 Rue de la Cokerie 93200 Saint-Denis. UFP INTERNATIONAL et ses filiales (ci-après le « Groupe ») ont pour activité principale le négoce de produits bureautiques (consommables et accessoires informatiques, mobilier et matériel de bureau).

Son activité s'exerce sur le marché du B to B (revendeurs, grande distribution et magasins spécialisés) et également en B to C (grandes entreprises, administrations et collectivités locales).

Le Groupe est implanté en France et en Europe, à travers ses filiales européennes : Angleterre, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, Belgique et Autriche.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe. Ils sont présentés en milliers d'euros.

2. Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont établis au 31 décembre 2021 conformément aux normes comptables internationales (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne en application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002.

Les normes comptables internationales sont publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne. Elles comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021

Les textes suivants n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe :

- Amendements à l'IFRS 16, COVID-19 Concessions de loyers liées à la crise Covid-19
- Interprétation IFRIC sur l'IAS 38 – Comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation liés à l'implémentation de logiciels dans le cadre de SAAS
- Amendement des normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 - Réforme des taux de référence (IBOR) – Phase 2

Les textes suivants ont eu des impacts sur les états financiers du Groupe :

- Interprétation IFRIC sur l'IAS 19 – Méthodologie de calcul de la période d'acquisition des droits pris en compte dans l'évaluation de la provision IFC (Publié en mai 2021).

L'impact de cette interprétation est mentionné dans le paragraphe 2.1.

Normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union européenne et d'application optionnelle en 2021

Les états financiers du groupe au 31 décembre 2021 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2021 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2022. Ces textes sont les suivants :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance avec amendements
- Amendements IFRS 3 – Mise à jour de la référence au Cadre conceptuel
- Amendements IAS 37 – Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire
- Amendements IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'utilisation prévue
- Amendements aux améliorations annuelles des IFRS 2018-2020

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union européenne

- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers: classements des dettes en courant ou en non courant
- Amendement IAS 1 – Informations à fournir sur les principes et méthodes comptables
- Amendement IAS 8 – Définition d'une estimation comptable
- Amendement IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et des passifs résultant d'une même transaction

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

2.1. Première application des conclusions de l'IFRS IC relatives à l'IAS 19

L'IFRS IC a analysé le cas d'un régime à prestations définies dans lequel il est prévu un plafonnement de l'indemnité forfaitaire après un certain nombre d'années d'anciennetés. Celle-ci a conclu dans ce cas que la provision à comptabiliser au titre de l'avantage ne doit être constituée que sur la période qui couvre la date de début d'emploi et la date que prévoit le plafonnement. Ainsi, l'approche qui consiste à considérer que l'engagement doit être étalé sur toute la durée d'emploi du salarié, donc entre sa date de début d'emploi et sa date de retraite, n'est pas acceptable au regard des principes d'IAS19.

Le Groupe a appliqué cette méthode sur ses comptes consolidés clos au 31 décembre 2021.

Les conséquences de cette décision sont à analyser au sens de IAS8 comme un changement de méthode, les effets sont donc comptabilisés au 1er janvier 2021 au niveau des capitaux propres d'ouverture pour un montant de 38 K€ net d'impôt.

2.2. Estimation et jugement

Pour établir ses comptes, le Groupe procède à des estimations et fait des hypothèses qui affectent les états financiers. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants réels ou les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations faites par le Groupe pour l'établissement des états financiers concernent :

- L'estimation de la valeur recouvrable et des durées d'utilité des goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles ;
- L'estimation des provisions pour risques et charges ;
- L'estimation de la valeur recouvrable des créances clients ;
- La valeur de réalisation des stocks ;
- L'évaluation des impôts différés ;
- Les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

2.3. Principe de présentation

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 1, le compte de résultat est présenté par nature.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs et passifs courants sont ceux qui sont destinés à la vente ou à la consommation dans le cadre du cycle d'exploitation, ou qui doivent être réalisés dans un délai de 12 mois après la date de clôture. Les passifs financiers sont répartis entre passifs courants et non courants en fonction de leur échéance résiduelle à la date de clôture.

2.4. Evénements significatifs

La crise actuelle liée au Covid-19 et la prolongation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

A ce titre, les actifs et les passifs, les charges et les produits mentionnés au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leur conséquences connues ou probables à la date d'arrêt des comptes.

Au sein de UFP International, le contrat de crédit-bail immobilier a fait l'objet d'une levée d'option le 5 février 2021 pour 1€.

Evénements survenus au cours de l'exercice

Les changements de périmètre survenus au cours de l'exercice sont :

- Achat de parts des minoritaires de UFP Deutschland GmbH par UFP International pour un montant de 836 K€. UFP International détient désormais 100% de UFP Deutschland GmbH et cette opération a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition supplémentaire de 268 K€.

Evénements en cours

Il est à noter que les sociétés Context Marketing Service et OfficeXpress Italie sont toujours en cours de dissolution au 31 décembre 2021.

3. Principes et méthodes comptables

3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les entreprises dans lesquelles la société UFP INTERNATIONAL exerce le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est caractérisé par le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières de l'entité afin d'en retirer les bénéfices. Une entité peut posséder des instruments qui, s'ils sont exercés ou convertis, ont la faculté de donner à l'entité un pouvoir de vote ou de restreindre le pouvoir de vote d'un tiers sur les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité (droits de vote potentiels) lorsqu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles. Dans ce cas, ils sont pris en considération quand l'entité apprécie si elle détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité.

Pour les exercices présentés dans ces états financiers IFRS, il n'existe pas de société dans laquelle UFP INTERNATIONAL exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale.

Les transactions internes au Groupe (bilan et compte de résultat) sont neutralisées.

Périmètre

	Pays	Pourcentage d'intérêt		Méthode
		31/12/2021	31/12/2020	
UFP INTERNATIONAL (SAS)	France			Société mère
GIE UFP	France	100,00%	100,00%	IG
OFFICEXPRESS (SAS)	France	99,88%	99,88%	IG
UFP UK LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
OFFICE EUROPE LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
UFP Espagne	Espagne	99,37%	99,37%	IG
OFFICEXPRESS IBERIA	Espagne	99,37%	99,37%	IG
SAVE4PRINT	Espagne	80,00%	80,00%	IG
OFFICEXPRESS ITALIE	Italie	90,00%	89,19%	IG
UFP DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
OFFICEXPRESS SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
CONTEXT MARKETING SERVICES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
UFP BENELUX B.V.	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
OFFICEXPRESS BENELUX	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
UFP HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
TIMO PRINTWARE GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
G. RAUCH IMPORT GES.M.B.H	Autriche	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES BVBA GENT	Belgique	100,00%	99,10%	IG
SSL - SUPPORT SERVICE, LOGISTIK GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM ÖSTERREICH HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	94,00%	93,15%	IG

3.2. Conversion des éléments en devise

Monnaie de présentation du Groupe

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

Monnaies fonctionnelles

En application de la norme IAS 21 - *Effet des variations des cours des monnaies étrangères*, les données des états financiers des entités du Groupe sont initialement mesurées dans la monnaie de leur environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : celle-ci est appelée monnaie fonctionnelle.

Conversion en monnaies fonctionnelles des créances, dettes et transactions en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères par rapport à la monnaie fonctionnelle d'une entité sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions.

Les éventuels pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions sont comptabilisés en résultat. Les écarts de change découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises (initialement comptabilisés au taux de change en vigueur aux dates des transactions) sont également comptabilisés en résultat.

Aucune filiale n'est située dans un pays à forte inflation.

Conversion des états financiers des entités exprimés en monnaies fonctionnelles différentes de la monnaie de présentation du Groupe

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Différences de conversion ». En cas de cession ou de dissolution d'une entité, les écarts de conversion accumulés dans les capitaux propres sont constatés en résultat de la période.

3.3. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Le Groupe applique les dispositions d'IFRS 3 révisée relatives aux regroupements d'entreprises.

Lors d'une opération de regroupement, l'acquéreur comptabilise séparément de l'écart d'acquisition, les actifs acquis, les passifs repris identifiables et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise.

Le principe général d'évaluation des actifs acquis et des passifs repris identifiables est la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Par ailleurs, pour chaque regroupement d'entreprises, l'acquéreur doit évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur (méthode dite du « goodwill complet »), soit à la part proportionnelle de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (méthode dite du « goodwill partiel »).

L'écart d'acquisition est déterminé par différence entre :

- D'une part, la somme de la contrepartie transférée (évaluée selon IFRS 3 révisée, qui impose généralement le recours à la juste valeur à la date d'acquisition), de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, le cas échéant, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise,
- D'autre part, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs repris identifiables, évalués selon IFRS 3 révisée.

Lorsque ce montant est négatif, celui-ci est enregistré, après vérification (afin de s'assurer que les évaluations reflètent correctement toutes les informations disponibles à la date d'acquisition), directement en résultat de l'exercice.

L'acquéreur dispose d'une période d'évaluation d'un an maximum à compter de la date d'acquisition. Cette période prend fin dès l'obtention des derniers éléments manquants. Durant cette période, les ajustements des actifs et passifs de l'entreprise sont comptabilisés de manière rétrospective en contrepartie de l'écart d'acquisition dès lors que ces ajustements reflètent des informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. A contrario, les ajustements résultant de nouveaux éléments sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

Les écarts d'acquisition inscrits séparément à l'actif ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés durablement à travers la valorisation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent. Toute dépréciation constatée est irréversible.

Conformément aux options offertes par IFRS 1, le Groupe n'a pas recalculé les écarts d'acquisition sur les acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2009, date de transition aux normes IFRS.

3.4. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères de la norme IAS 38- Immobilisations *incorporelles*, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments à durée d'utilité déterminée, tels que les logiciels qui sont amortis par annuités constantes sur une durée de 1 à 8 ans (en fonction de l'importance des logiciels).

3.5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées de biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être utilisés à des fins administratives et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période.

Conformément aux critères d'IAS 16 - *Immobilisations corporelles*, ces biens sont comptabilisés à l'actif de la situation financière consolidée s'il est probable que les avantages économiques futurs associés iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité. Celles-ci correspondent généralement aux durées suivantes :

- Bâtiments :	10 à 30 ans
- Chaînes logistiques :	5 à 20 ans
- Installations techniques :	3 à 5 ans
- Matériel et outillage industriels :	3 à 15 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers :	5 à 10 ans
- Matériel de transport :	4 à 8 ans
- Matériel de bureau :	5 à 10 ans
- Matériel informatique :	3 à 7 ans
- Mobilier :	5 à 15 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Compte-tenu de la nature des immobilisations détenues, et à l'exception des constructions immobilières et des chaînes logistiques, il n'a pas été identifié de composants significatifs.

Conformément à la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt liés au financement des investissements significatifs, encourus pendant la période de construction, sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

3.6. Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location », qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et qui remplace la norme IAS 17 et ses interprétations. La norme établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de publication des contrats de location et impose aux preneurs de comptabiliser tous les contrats de location au bilan selon un modèle unique, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation et en contrepartie d'une obligation locative.

Le Groupe a adopté IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 selon l'approche rétrospective simplifiée. Selon cette méthode, la norme est appliquée de manière rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comptabilisée à la date d'application.

Périmètre des contrats du Groupe

Les contrats de location recensés au sein de toutes les entités du Groupe se regroupent sous les catégories suivantes :

- immobilier : immeubles de bureaux, usines et entrepôts, parking ;
- matériel industriel : chaîne logistique, chariots élévateurs, banderoleur ;
- autres immobilisations : voitures, téléphone, machine à affranchir, ...

Le Groupe applique par ailleurs les mesures simplificatrices prévues par la norme : les loyers des contrats correspondant à un actif de faible valeur unitaire (inférieur à 5 000 €) ou à une location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois) sont comptabilisés directement en charges. Ainsi, le Groupe n'a pas retenu dans le périmètre le petit matériel de bureau ou informatique, ou autres petits équipements qui correspondent tous à des équipements de faible valeur.

Les contrats de location financement identifiés sous IAS 17 ont été reclassés à l'identique à l'actif et au passif en droit d'utilisation et en dette locative comme le prévoit la norme.

3.7. Dépréciation des actifs immobilisés

Unité génératrice de trésorerie (UGT)

Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe a défini ses UGT au niveau des zones géographiques : France et Allemagne/Autriche.

Pertes de valeur sur actifs corporels et incorporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - *Dépréciation d'actifs*, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs selon le processus suivant :

- Valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité ;
- Pour les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les écarts d'acquisition sont testés à chaque clôture d'exercice social, au niveau des UGT auxquels ils ont été affectés.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition, les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires à cinq ans établi et validé par la Direction auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini. Les taux d'actualisation utilisés sont appliqués à des flux de trésorerie après impôt.

3.8. Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation des sociétés non consolidées, ainsi que les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers.

Conformément à l'application de la norme IFRS 9 à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2018, les titres de participations des sociétés non consolidés peuvent être classés :

- A la juste valeur avec réévaluation par le biais du résultat

- A la juste valeur avec réévaluation par le biais des autres éléments du résultat global

Pour chaque titre, le choix s'effectue à la date de comptabilisation initiale et est irrévocable.

Au 31 décembre 2021, le Groupe UFP intègre l'ensemble de ses participations (absence de titres de participation de sociétés non consolidées).

3.9. Stocks

Selon IAS 2, les stocks sont des actifs :

- Détenus en vue de la vente dans le cours normal de l'activité ;
- En cours de production pour une telle vente ;
- Sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées dans le processus de production ou de prestation de services.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré du prix d'achat, déduction faite des escomptes de règlement et des ristournes accordées par les principaux fournisseurs, et en intégrant les coûts de frais accessoires.

Ce coût incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de stockage ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés au stockage.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Lorsque la valeur nette réalisable est inférieure à la valeur au bilan, une dépréciation est constatée pour la différence. Une analyse de l'obsolescence du stock est réalisée au cas par cas et par référence.

3.10. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont composés des créances clients et des autres créances dont l'échéance est inférieure à un an.

Créances clients

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, le cas échéant, déduction faite des montants non recouvrables, puis évaluées ultérieurement à leur coût amorti.

Les dépréciations clients sont calculées sur la base d'une revue des comptes client par client si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale.

Les créances clients cédées dans le cadre de ce contrat déconsolidant ne sont pas maintenues dans le poste clients. En revanche, les créances portées à l'escompte et non échues sont maintenues dans le poste clients.

3.11. Instruments dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés pour réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt et taux de change. Ces instruments ont pour finalité de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction en autres actifs et passifs courants ou non courant, puis réévalués au bilan à leur juste valeur à chaque arrêté selon les modalités ci-dessous :

Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- Les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont éligibles à la comptabilité de couverture ;
- Une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée documentée dès la date de mise en place de l'instrument et l'efficacité de la relation de couverture est démontrée (test qualitatif et prospectif) ;
- Une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture.

Le Groupe UFP applique un type de comptabilité de couverture : la couverture de flux de trésorerie. À ce jour, il n'existe pas d'opération de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger ni de couverture de juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de flux futurs, les variations de juste valeur correspondant à la partie efficace sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, et ce jusqu'au moment où la transaction couverte affecte le résultat du Groupe. Les variations correspondant à la partie inefficace sont comptabilisées en résultat financier.

3.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif de la situation financière consolidée dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (soldes bancaires positifs) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur) conformément à IAS 7.

Les soldes bancaires négatifs sont classés au passif du bilan en « Passifs courants ».

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et équivalents, diminuée des découverts bancaires.

3.13. Passifs financiers

Les dettes financières et les emprunts bancaires sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, celle-ci correspondant généralement à la valeur nominale, diminuée des coûts de transaction directement imputables.

Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

3.14. Provision pour risques et charges

Le Groupe comptabilise à la clôture des provisions pour risques et charges dans le cas où l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite), résultant d'un événement passé, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.15. Avantages du personnel

La norme IAS 19 impose la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel, notamment les avantages à long terme. Ces derniers comprennent pour le Groupe, les indemnités de fin de carrière en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.

Régime à prestations définies

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues aux membres du personnel.

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- L'entité peut verser des cotisations à une entité distincte (un fonds), mais devra payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondant aux services rendus par le personnel,
- L'entité peut aussi assumer elle-même le versement des prestations et couvrir les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Les provisions pour engagements de retraites concernant les régimes à prestation définies donnent lieu à des calculs actuariels. Les hypothèses de bases ont été définies par le Groupe en lien avec des prestataires externes.

Cette évaluation intègre des hypothèses démographiques relatives aux caractéristiques futures du personnel ancien et actuel (telles que le taux de mortalité, le taux de rotation du personnel, etc.) et des hypothèses financières (telles que le taux d'actualisation, les projections de salaires futurs...).

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (soit la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture), ajustée des coûts des services passés non comptabilisés.

Conformément à la norme IAS 19, le Groupe comptabilise les écarts actuariels en capitaux propres.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont évalués et comptabilisés selon les mêmes principes que les régimes à prestation définies, à l'exception des réévaluations du passif net (de l'actif net) dont font partie les écarts actuariels qui doivent être immédiatement et intégralement comptabilisés au compte de résultat.

Les régimes et les taux se décomposent par zone géographique et sont les suivants pour le Groupe au 31 décembre 2021 :

(en milliers d'euros)	Régime à prestations définies	Autres avantages à long terme	Montant Provision	Taux actualisation
France	X		1 416	0,70%
Autriche	X (Severance)	X (Jubilee)	2 595	0,70%
Allemagne		X	256	1,60%
Royaume-Uni		X	19	1,50%
Total			4 285	

	Nature Taux
France	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans au 31 décembre 2021
Autriche	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans au 31 décembre 2021
Allemagne	Taux "HGB discount rate - 7 years average" correspond au taux actualisé en German GAAP
Royaume-Uni	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone UK au 31 décembre 2021 et ajusté à la duration des engagements

Suite à l'interprétation de l'IFRIC, pour les entités situées en France, au 31 décembre 2021, dans le cas des régimes à prestations définies, le Groupe a comptabilisé 38 K€ au niveau des capitaux propres d'ouverture.

3.16. Plan d'options de souscriptions d'actions

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les options d'achat et de souscription d'actions, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions UFP INTERNATIONAL accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice, de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité étendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option.

Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice en fonction de la période d'acquisition des droits avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en action et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

Il n'y a pas d'options d'achat ou de souscription d'actions au 31 décembre 2021.

3.17. Revenus

Les revenus résultant des ventes de biens sont présentés en produits des activités ordinaires dans le compte de résultat.

Les produits des activités ordinaires du Groupe comprennent les revenus des ventes de produits enregistrés nets des retours de marchandises et nets des avantages et escomptes accordés aux clients.

Le revenu est reconnu, en application de IFRS 15, dès le transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété a eu lieu, ce qui coïncide avec le moment de la réception des marchandises par le client.

Les rabais, remises et ristournes consentis aux clients, sont comptabilisés en diminution du chiffre d'affaires.

3.18. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et coûts récurrents directement liés aux activités du Groupe, exception faite des produits et charges qui résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

3.19. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs du coût de l'endettement financier brut, diminué de ceux afférents à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie.

L'endettement financier brut est constitué des emprunts portés par les sociétés : UFP International, UFP Espagne, Save4Print, UFP Deutschland GMBH et G. Rauch Import GESMBH au titre de financement des acquisitions des ensembles immobiliers, des outils de logistique et du rachat du groupe ITEM Holding GMBH.

3.20. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net. Ils sont principalement constitués : des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers, des effets de l'actualisation, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers et d'autres produits et charges financières divers.

3.21. Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique est alimentée dans le cas où un événement exceptionnel et significatif intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance récurrente de l'entreprise.

Ils incluent les produits et charges en nombre très limités, non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

3.22. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Impôts exigibles

L'impôt exigible est la somme du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Les impôts exigibles incluent la CVAE instaurée en 2010, pour laquelle le Groupe considère qu'elle répond à la définition d'un impôt sur le résultat tel qu'énoncé par IAS 12.2 -. Impôts *différés*.

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels la différence temporelle correspondante pourra être imputée.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge directement comptabilisée en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

4. Gestion des risques

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques présentés ci-dessous, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et gestion des risques. Des informations quantitatives figurent à d'autres notes dans les états financiers consolidés.

La Direction Générale du Groupe veille à la définition et au contrôle de la politique de gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles de gestion, vise à développer un environnement rigoureux et constructif dans lequel les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers n'est pas significatif voire inexistant.

Risques de contreparties bancaires

Le Groupe place ses excédents de trésorerie auprès de banques de première catégorie.

Risque clients

L'encours du compte « Créances clients et comptes rattachés » du Groupe présente des retards de paiements à hauteur de 8,74% de l'encours total au 31 décembre 2021 contre 13,24% de l'encours total au 31 décembre 2020. L'encours total s'analyse comme suit :

Au 31 décembre 2021

	Total en cours	Sous-total non échu	Sous-total échu
Administrations	4 448	4 387	60
Grande distribution et magasins spécialisés	23 140	22 176	965
Grossistes	12 416	10 471	1 946
Ventes en ligne	3 972	3 718	254
PME	2 960	2 468	492
Grandes entreprises	1 541	1 484	57
B to C	245	227	18
Divers	3 310	2 554	756
	52 033	47 485	4 548
Répartition (%)	100,00%	91,26%	8,74%

Au 31 décembre 2020

	Total en cours	Sous-total non échu	Sous-total échu
Administrations	5 312	4 241	1 071
Grande distribution et magasins spécialisés	24 166	21 061	3 105
Grossistes	12 110	10 419	1 691
Ventes en ligne	3 433	3 277	156
PME	3 103	2 352	751
Grandes entreprises	2 300	2 083	217
B to C	154	136	18
Divers	3 419	3 279	141
	53 997	46 848	7 149
Répartition (%)	100,00%	86,76%	13,24%

Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières sont, pour l'essentiel, contractées sur les entités juridiques en France (35%), en Espagne (11%) et en Allemagne/Autriche (54%).

Afin de réduire son exposition au risque de taux, l'Allemagne a conclu une opération de swap portant sur un notionnel de 480 K€ pour la période allant du 31 octobre 2014 au 31 octobre 2024.

Afin de réduire son exposition au risque de change, le Groupe a conclu plusieurs opérations de couverture portant en Grande-Bretagne sur un montant de 1 512 K€.

Après couverture, le pourcentage des dettes à taux fixe est de 84,68%.

GRUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

L'échéancier des dettes financières est détaillé en note 9. Les dettes fournisseurs et les autres dettes sont des dettes d'exploitation courantes, principalement dues à moins d'un an.

La sensibilité est de 79 K€ pour une variation du taux variable de 1%.

Risque de change

Au 31 décembre 2021 (en milliers)

	Monnaie Locale	USD	€	GBP	€	USD	£
Trésorerie Actifs							
UFP GMBH : HVB \$	EURO	13	11				
ITEM INTERNATIONAL : \$	EURO	0	0				
UFP UK €	GBP			1 294	1 541		
UFP UK \$	GBP					2	1
UFP France : LCL et SG \$	EURO	5	6				
UFP France : LCL £	EURO			1 855	2 207		
Créances commerciales							
UFP UK €	GBP			2 793	3 333		
UFP GMBH \$	EURO	21	19				
Dettes commerciales							
UFP France \$	EURO	(92)	(81)				
UFP UK €	GBP			3 038	3 617		
UFP UK \$	GBP					(1)	(1)
OX UK €	GBP			(2)	(2)		
UFP GMBH \$	EURO	(120)	(107)				
Dettes Fiscales							
UFP France : TVA £	EURO			(2 381)	(2 832)		

Au 31 décembre 2020 (en milliers)

	Monnaie Locale	USD	€	GBP	€	USD	£
Trésorerie Actifs							
UFP GMBH : HVB \$	EURO	366	298				
ITEM INTERNATIONAL : \$	EURO	218	178				
UFP UK €	GBP			4 845	5 386		
UFP UK \$	GBP					0	0
UFP France : LCL et SG \$	EURO			989	1 100		
UFP France : LCL £	EURO	0	0				
Créances commerciales							
UFP UK €	GBP			2 382	2 648		
UFP GMBH \$	EURO	19	15				
Dettes commerciales							
UFP France \$	EURO	(141)	(118)				
UFP UK €	GBP			(1 052)	(1 169)		
UFP UK \$	GBP					(36)	(26)
OX UK €	GBP			(2)	(2)		
UFP GMBH \$	EURO	(864)	(730)				
Dettes Fiscales							
UFP France : TVA £	EURO			(1 667)	(1 854)		

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir.

Ainsi, le Groupe cherche, d'une part, à maintenir structurellement son endettement à moyen terme et, d'autre part, en contrepartie, à accroître ses disponibilités largement excédentaires et rapidement mobilisables.

Sur la base des taux de change et des taux d'intérêt applicables au 31 décembre 2021, ainsi que des échéanciers de paiement contractuels, le montant nominal des flux de trésorerie liés aux passifs et actifs financiers s'établit comme suit :

31/12/2021 (en milliers d'euros)	Valeur comptable	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Concours bancaires courants	19 359	19 359		
Dettes Locatives	8 425	1 918	4 642	1 865
Emprunts	23 246	8 898	13 048	1 550
EEE	1	1		
Autres passifs	250	250		
Dettes fournisseurs	78 250	78 250		
Instruments de couverture	16	16		
Total passifs financiers	129 547	108 692	17 690	3 415
Actifs financiers non courants	788		500	288
Clients	51 253	51 253		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 175	42 175		
Total actifs financiers	94 216	93 428	500	288
Risque de Liquidité	35 331	15 263	17 190	3 128

5. Notes relatives aux postes du bilan, du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie et de leurs variations

Note 1 : Immobilisations incorporelles

Les variations de ce poste sont détaillées dans le tableau suivant :

Valeurs brutes :

(en milliers d'euros)	Ecart d'acquisition	Logiciels Marques Frais de recherche	Frais d'établissement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	17 977	10 000	0	506	0	28 484
Acquisitions		313		593		906
Droit d'utilisation IFRS 16						-
Cessions		(541)				(541)
Variation de périmètre	268					268
Subvention						-
Ecart de change		46				46
Reclassement		1 837				1 837
Au 31 décembre 2021	18 245	11 655	0	1 099	0	31 000

Amortissements cumulés et pertes de valeurs :

(en milliers d'euros)	Ecart d'acquisition	Logiciels Marques Frais de recherche	Frais d'établissement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	0	7 720	0	0	0	7 720
Charge d'amortissement de l'exercice		817				817
Droit d'utilisation IFRS 16						-
Reprises		(541)				(541)
Dépréciations						-
Variation de périmètre						-
Ecart de change		40				40
Reclassement		1 837				1 837
Au 31 décembre 2021	0	9 874	0	0	0	9 874

Montans nets :

Au 31 décembre 2020	17 977	2 280	0	506	0	20 763
Au 31 décembre 2021	18 245	1 781	0	1 099	0	21 126

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition se composent ainsi :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne / Autriche	Total
Valeur Brute des écarts d'acquisition	5 548	12 429	17 977
Acquisition périmètre	-	268	268
Dépréciation	-	-	-
Effets de change	-	-	-
Valeur nette des écarts d'acquisition	5 548	12 698	18 245

Le Groupe réalise au 31 décembre de chaque année un test de valeur sur l'écart d'acquisition pour chaque UGT. Au 31 décembre 2021, les hypothèses retenues ont été les suivantes :

(en milliers d'euros)	Valeur de l'écart d'acquisition associée	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini
Groupe UFP France	18 245	9%	2,0%

Le test de valeur n'a pas relevé une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable et par conséquent, il n'a pas été constaté de dépréciation.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Les variations de ce poste sont détaillées dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur brute :							
Au 31 décembre 2020	7 200	52 350	13 633	15 413		8	88 603
Corrections à nouveau							-
Acquisitions		82	202	1 662	4	77	2 028
Droit d'utilisation IFRS 16 Location simple		19	23	335			376
Cessions		(95)	(22)	(846)			(964)
Cessions IFRS 16		(1 024)	(151)	(451)			(1 625)
Variation de périmètre							-
Subvention							-
Ecart de change	39	212	75	84			410
Reclassement		98	217	1 091		(8)	1 399
Au 31 décembre 2021	7 239	51 642	13 977	17 288	4	77	90 227

Amortissements cumulés et pertes de valeurs :

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020		19 508	10 736	10 847			41 091
Corrections à nouveau							-
Charge d'amortissement de l'exercice		1 408	370	1 650			3 428
Droit d'utilisation IFRS 16 Location simple		1 510	193	456			2 160
Reprises		(31)	(20)	(810)			(860)
Reprises IFRS 16		(1 024)	(151)	(445)			(1 620)
Dépréciations							-
Variation de périmètre							-
Ecart de change		154	70	72			296
Reclassement		98	255	1 046			1 399
Au 31 décembre 2021		21 624	11 453	12 816			45 893

Montants nets :

Au 31 décembre 2020	7 200	32 842	2 896	4 566	-	8	47 512
Au 31 décembre 2021	7 239	30 018	2 523	4 472	4	77	44 333
dont au bilan "immobilisations corporelles"	7 239	22 789	2 208	3 881	4	77	36 198
dont au bilan "droit d'utilisation relatifs aux contrats de location"	-	7 229	315	592	-	-	8 135

Le montant net des constructions, des installations, matériels et équipements comprend principalement :

- La construction de locaux et entrepôts pour UFP International, UFP Deutschland et UFP Espagne
- Des actifs sous contrats de location en France (locaux à Saint-Denis) et en Allemagne / Autriche.

Les actifs sous contrat de location sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste-valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux et amortis sur la base des taux d'amortissements Groupe applicable aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensemble immobiliers et ensemble fonctionnels significatifs.

Les autres immobilisations sont principalement constituées de matériel de transport et de bureau.

Droits d'utilisation IFRS 16

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur brute :							
Au 31 décembre 2020	1 200	24 681	5 725	1 846	-	-	33 452
Corrections à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation	-	19	23	335	-	-	376
Cessions	-	(1 024)	(151)	(451)	-	-	(1 625)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	8	3	-	-	11
Reclassement	(1 200)	(12 068)	(4 909)	(207)	-	-	(18 384)
Au 31 décembre 2021	-	11 608	695	1 526	-	-	13 829
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :							
(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	-	10 534	4 922	1 130	-	-	16 586
Corrections à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation	-	1 510	193	456	-	-	2 160
Reprises	-	(1 024)	(151)	(445)	-	-	(1 620)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	4	2	-	-	5
Reclassement	-	(6 642)	(4 587)	(208)	-	-	(11 437)
Au 31 décembre 2021	-	4 379	381	934	-	-	5 694
Montants nets :							
Au 31 décembre 2020	1 200	14 147	803	716	-	-	16 866
Au 31 décembre 2021	-	7 229	315	592	-	-	8 135

Suite à l'application de la norme IFRS 16, le montant des droits d'utilisation au titre de l'exercice 2021 est de 8 135 K€ net.

Au 31 décembre 2021, les locations financement, antérieurement classées en « Droits d'utilisation relatifs aux contrats de locations », ont été intégrées dans le total « Immobilisations corporelles au bilan » au bilan depuis la levée d'option du crédit-bail au cours de l'exercice.

Note 3 : Actifs financiers non courants

Le poste se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Titres de sociétés non consolidées		
Variation périmètre		
Dépôts et cautionnements	788	833
Dépréciation		
Ecart de conversion		(49)
Total valeur nette	788	784

Note 4 : Stocks

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Stocks de marchandises	162 591	157 660
Dépréciation	(5 508)	(3 190)
Total des stocks - valeur nette	157 083	154 470

Les dépréciations de stocks ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Au 1^{er} janvier	3 190	2 782
Dotations	4 631	2 542
Reprises	(2 384)	(2 082)
Variation de périmètre		-
Variation de conversion	71	(51)
A la Clôture	5 508	3 190

Note 5 : Créances clients et Autres créances

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés	52 032	53 998
Dépréciation	(779)	(663)
Total des clients - valeur nette	51 253	53 334
Créances fournisseurs	1 375	438
Créances envers l'état	4 796	8 528
Créances sociales	88	79
Autres créances d'exploitation	26 741	24 480
Dépréciation débiteurs divers	(400)	(373)
Charges constatées d'avance	8 621	4 514
Total des autres créances - valeur nette	41 221	37 666

Les autres créances d'exploitations correspondent principalement à des avoirs à recevoir.

La dépréciation sur les créances clients a évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Au 1^{er} janvier	663	1 136
Dotations	473	386
Reprises	(376)	(496)
Reclassement		(349)
Variation de conversion	19	(13)
A la Clôture	779	663

La totalité des créances est à moins d'un an.

Note 6 : Instruments financiers

Les gains et pertes ainsi que les positions au bilan des instruments financiers se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal	Juste valeur au bilan		Imputation en		
		Actif	Passif	Résultat		Impact Capitaux propres
				Charge	Produit	
Sw aps de taux d'intérêt	810		19		4	17
Autres dérivés de taux						
Opérations de change	1 464		13	(2)		
31 décembre 2020	2 274		31	(2)	4	17
Sw aps de taux d'intérêt	480		3		15	-
Autres dérivés de taux						
Opérations de change	1 512		13	(0)		
31 décembre 2021	1 992		16	(0)	15	-

Note 7 : Trésorerie & Equivalents de Trésorerie

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes-courants bancaires	42 175	53 312
Equivalents de trésorerie		-
Trésorerie courante nette	42 175	53 312

Note 8 : Capitaux propres

Il n'existe pas de plan d'options d'achat ou de souscription d'actions en cours.

Le capital social est divisé en 20.130.950 actions d'une valeur nominale de 1€ chacune.

Note 9 : Passifs Financiers

Etat des dettes financières au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	31/12/2021	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Non courants				
Emprunts et intérêts courus	14 598	-	13 048	1 550
Comptes courants	-			
Total non courants	14 598	-	13 048	1 550
Courants				
Emprunts et intérêts courus	8 898	8 898	-	-
Concours bancaires courants et intérêts courus	18 132	18 132	-	-
Affacturage	1 227	1 227	-	-
Effets escomptés non échus	1	1	-	-
Comptes courants d'associés	-	-	-	-
Total courants	28 257	28 257	-	-
Total des dettes financières hors IFRS 16	42 856	28 257	13 048	1 550
Dettes locatives IFRS 16 à long terme	6 507	-	4 642	1 865
Total non courants	6 507	-	4 642	1 865
Dettes locatives IFRS 16 à court terme	1 918	1 918	-	-
Total courants	1 918	1 918	-	-
Total des dettes financières IFRS 16	8 425	1 918	4 642	1 865
Total des dettes financières avec IFRS 16	51 281	30 176	17 690	3 415

Répartition des dettes financières par taux et par devises	Montants		Devise	Taux
	31/12/2021	31/12/2020		
Emprunt	23 246	30 389	EUR	Fixe
Emprunt	-	1 650	EUR	Variable
Concours bancaires courants et intérêts courus	6 244	17 865	EUR	Variable
Concours bancaires courants et intérêts courus	11 752	27 742	EUR	Fixe
Concours bancaires courants et intérêts courus	136	120	GBP	Variable
Affacturage	1 227	2 332	EUR	Variable
Effets escomptés non echus	1	2	EUR	n.a.
Compte courant CSKZ non rémunéré	-	2	EUR	n.a.
Comptes courants d'associés rémunérés	250	250	EUR	Variable
Comptes courants d'associés non rémunérés	-	-	EUR	n.a.
Total des dettes financières Hors IFRS 16	42 856	80 353		
Dettes locatives IFRS 16	8 370	10 088	EUR	Fixe
Dettes locatives IFRS 16	55	111	GBP	Fixe
Total des dettes financières IFRS 16	8 425	10 199		
Total des dettes financières avec IFRS 16	51 281	90 552	-	-

Les modalités d'évaluation des passifs financiers sont présentées au paragraphe 3.13.

Note 10 : Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Provisions non courantes			Provisions courantes		Total
	Provisions pour impôts (2)	Autres provisions	Engagements de retraite	Litiges (prud'hommaux / clients / fournisseurs) (1)	Risques divers (clients, garantie, fiscaux) (3)	
Au 31 décembre 2020	536	95	3 951	59	665	5 307
Dotations	0		406	440	799	1 645
Impact Réserves			11			11
Reprises sans objet		(52)		(14)		(66)
Reprises utilisées	(113)		(84)	(45)	(487)	(729)
Variation de conversion			0			0
Au 31 décembre 2021	423	43	4 285	440	977	6 167

(1) La provision pour litiges intègre les risques sur litiges prud'hommaux évalués à hauteur des demandes des salariés ;

(2) La provision pour impôt correspond au solde du redressement fiscal d'UFP Espagne pour 423 K€. Une reprise exceptionnelle a été comptabilisée au cours de l'exercice pour 113 K€ ;

(3) Les provisions pour risques divers sont composées de 977 K€ de provision pour garantie dans le sous-groupe Allemagne / Autriche.

Avantages du personnel (engagements de retraites et autres primes)

Le montant de provisions pour engagement de retraite s'élève à 4 285 K€ dont les principaux contributeurs sont la France pour 1 416 K€ et l'Autriche pour 2 595 K€. Le solde de la provision concerne le Royaume-Uni pour 19 K€ et l'Allemagne pour 256 K€.

- France

La valeur actuelle de l'engagement de retraite se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Obligations à l'ouverture de l'exercice	1 348	1 245
Changement de méthode	(53)	
Coût des services	81	73
Intérêt	3	8
Prestations payées	(9)	(18)
Gains/Pertes actuarielles	45	40
Obligations à la clôture de l'exercice	1 416	1 348

Les départs des salariés sont traités en réduction de régime et impactent la charge de la période concernée

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

France	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,70%	0,25%
Augmentation annuelle des salaires	1,50%	1%
Taux de charges sociales		
<i>Cadre</i>	48,34%	48%
<i>Agent de maîtrise</i>	42,78%	43,80%
<i>Technicien</i>	40,25%	43,80%
<i>Employé</i>	30,09%	32,30%
Ancienneté moyenne (Ans)		
<i>Cadre</i>	19,72	19,26
<i>Agent de maîtrise</i>	13,40	13,70
<i>Technicien</i>	12,52	12,65
<i>Employé</i>	8,49	8,23
Age de départ à la retraite		
<i>Cadre</i>	63	63
<i>Agent de maîtrise / Technicien</i>	61 ou 62	61 ou 62
<i>Employé</i>	entre 60 et 62	entre 60 et 62
Table de mortalité	TPGH/F 05	TPGH/F 05

La sensibilité de la valeur actuelle des obligations au taux d'actualisation est la suivante :

	Taux annuel d'actualisation		
	0,20%	0,70%	1,20%
	(-0,5%)	(jeu de base)	(+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2021	1 476	1 416	1 360

	Taux annuel d'actualisation		
	-0,25%	0,25%	0,75%
	(-0,5%)	(jeu de base)	(+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2020	1 411	1 348	1 290

GROUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Coût des services rendus au cours de l'exercice net des prestations payées dans l'exercice	(81)	(73)
Prestations payées	9	18
Charge d'intérêt	(3)	(8)
Autres		
Charge nette comptabilisée en résultat	(75)	(63)
<i>dont en résultat opérationnel</i>	<i>(72)</i>	<i>(55)</i>
<i>dont en autres produits et charges financières</i>	<i>(3)</i>	<i>(8)</i>

La charge ou produit opérationnel est comprise dans les charges de personnel.

- *Autriche*

En Autriche, le calcul des régimes des avantages au personnel est en 2 parties :

- Une indemnité pour départ à la retraite conformément à IAS 19
- Obligations prévues par le droit Autrichien depuis 2003 : un régime de jubilés attribuant aux salariés un montant monétaire en fonction de l'ancienneté acquise dans le Groupe

La valeur actuelle de l'engagement de retraite se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Obligations à l'ouverture de l'exercice	2 484	2 300
Coût des services	82	77
Intérêt	71	53
Prestations payées	(60)	(103)
Gains/Pertes actuarielles	18	157
Réduction de régime		
Obligations à la clôture de l'exercice	2 595	2 484
Répartition de la provision :		
Severance payments	1 911	1 843
<i>Jubilee payments</i>	684	641

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

Autriche	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,70%	0,25%
Augmentation annuelle des salaires	1,50%	1,50%
Taux de charges sociales	NC	NC
Ancienneté moyenne (Ans)	NC	NC
Age de départ à la retraite	60-65	60-65
Table de mortalité	TPGH/F 05	TPGH/F 05

GRUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

La sensibilité de la valeur actuelle des obligations au taux d'actualisation est la suivante (uniquement "severance payments") :

	Taux annuel d'actualisation		
	0,20% (-0,5%)	0,70% (jeu de base)	1,20% (+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2021	2 008	1 911	1 827

	Taux annuel d'actualisation		
	-0,25% (-0,5%)	0,25% (jeu de base)	0,75% (+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2020	2 024	1 843	1 685

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Coût des services rendus au cours de l'exercice net des prestations payées dans l'exercice	(82)	(77)
Prestations payées	60	103
Charge d'intérêt	(71)	(53)
Autres		
Charge nette comptabilisée en résultat	(93)	(26)
<i>dont en résultat opérationnel</i>	<i>(22)</i>	<i>26</i>
<i>dont en autres produits et charges financières</i>	<i>(71)</i>	<i>(53)</i>

La charge ou produit opérationnel est comprise dans les charges de personnel.

Note 11 : Fournisseurs et comptes rattachés et Autres dettes

Les postes Fournisseurs et Autres dettes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fournisseurs et comptes rattachés	78 250	65 630
Clients créditeurs	1 324	113
Dettes fiscales et sociales	15 041	16 332
Autres dettes [1]	40 752	37 274
Comptes de régularisation	1 180	1 770
Comptes courants créditeurs	2 257	1 783
Total des autres passifs courants	60 554	57 273

[1] Les autres dettes correspondent principalement à des avoirs à émettre

Note 12 : Classement et juste valeur des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Dettes locatives	Valeur au bilan de clôture
Actifs financiers non courants			788				788
Clients			51 253				51 253
Actifs financiers courants							-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			42 175				42 175
Total actifs financiers			94 216				94 216
Dettes financières				23 246		8 425	31 671
Fournisseurs				78 250			78 250
Autres dettes financières				251			251
Instruments dérivés passifs	3	13					16
Concours bancaires courants				19 359			19 359
Total passifs financiers	3	13		121 106	-	8 425	129 547

Au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Dettes locatives	Valeur au bilan de clôture
Actifs financiers non courants			784				784
Clients			53 334				53 334
Actifs financiers courants							-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			53 312				53 312
Total actifs financiers			107 430				107 430
Dettes financières				32 039	-	10 199	42 238
Fournisseurs				65 630			65 630
Autres dettes financières				2 586			2 586
Instruments dérivés passifs	19	13					31
Concours bancaires courants				45 728			45 728
Total passifs financiers	19	13		145 982	-	10 199	156 213

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables

La juste valeur pour les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants. Les actifs financiers non courants sont décrits dans la note 3.

Endettement net

L'endettement financier net correspond à l'endettement financier brut (autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts auprès des établissements de crédit	23 246	32 039
Dettes financières diverses	1 478	2 586
Dettes locatives IFRS 16	8 425	10 199
Concours bancaires courants	19 359	45 728
Instruments financiers dérivés	16	31
Total Endettement brut	52 524	90 583
Trésorerie	(42 175)	(53 312)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 175)	(53 312)
Total endettement net	10 348	37 271

Note 13 : Produits des activités ordinaires

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
France	209 054	246 878
Allemagne	534 039	516 213
Autriche	174 039	180 598
Angleterre	134 437	120 917
Espagne	91 124	83 781
Pays-Bas	44 179	44 062
Belgique	11	16
Chiffre d'affaires net par lieu d'implantation des sociétés	1 186 882	1 192 465

GROUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique des clients :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	
Allemagne	414 804	34,95%
France	234 798	19,78%
Royaume Uni	132 616	11,17%
Autriche	114 772	9,67%
Espagne	92 702	7,81%
Belgique	48 301	4,07%
Pologne	48 767	4,11%
Slovaquie	19 844	1,67%
Pays Bas	19 157	1,61%
Suisse	18 883	1,59%
Italie	14 441	1,22%
Luxembourg	11 837	1,00%
Irlande	2 539	0,21%
République Tchèque	2 313	0,19%
Croatie	1 224	0,10%
Grèce	635	0,05%
Slovénie	662	0,06%
Autres	8 587	0,72%
Chiffre d'affaires net par zone géographique des clients	1 186 882	100,00%

Note 14 : Charges de personnel

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	32 680	32 997
Participation des salariés	318	151
Charges sociales	7 815	8 130
Charges IAS 19	248	9
Total	41 061	41 287

Note 15 : Charges externes

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Achats non stockés de matières et de fournitures (eau, électricité, fournitures administratives, petits équipements, ...)	1 639	1 802
Sous-traitance	214	224
Locations	223	287
Charges locatives et de copropriété	717	737
Entretien & réparations	1 800	1 828
Assurances	1 714	1 556
Etudes et recherches	502	609
Divers : documentation générale, techniques, frais de séminaires, conférences etc.	186	332
Personnel intérimaires	2 276	1 396
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 219	5 065
Publicité, publications, relations publiques	5 500	1 147
Frais de transports	10 060	9 999
Frais de déplacement, missions & réceptions	292	281
Frais postaux et de télécommunications	1 064	1 145
Frais bancaires	688	703
Divers	5 727	6 957
Total	37 818	34 067

Note 16 : Amortissements et provisions courants

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(6 405)	(6 558)
Dotations aux provisions d'exploitation	(1 226)	(608)
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	(5 167)	(2 963)
<i>Dotation aux provisions sur stocks</i>	<i>(4 631)</i>	<i>(2 542)</i>
<i>Dotation aux provisions sur clients</i>	<i>(473)</i>	<i>(385)</i>
<i>Dotation aux provisions sur autres créances</i>	<i>(63)</i>	<i>(35)</i>
Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	3 343	3 542
<i>Reprises sur provisions d'exploitation</i>	<i>547</i>	<i>954</i>
<i>Reprises sur provisions stocks</i>	<i>2 384</i>	<i>2 082</i>
<i>Reprises sur provisions clients</i>	<i>376</i>	<i>496</i>
<i>Reprises sur provisions autres créances</i>	<i>36</i>	<i>10</i>
Reprise dépréciation immobilisations		14
Total	(9 454)	(6 573)

Note 17 : Autres produits et charges opérationnels

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Cessions d'immobilisations	(71)	(6)
Provision impôt UFP Espagne	113	(113)
(Charge) Produit Impôt UFP Espagne	(113)	239
Autres		57
Total	(71)	177

Note 18 : Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits financiers assimilés	2	43
Intérêts et charges assimilées	(1 843)	(2 462)
Intérêts payés sur obligations locatives (IFRS 16)	(215)	(248)
Charges financières sur contrat de location financement IAS 17	0	(28)
Coût de l'endettement financier net	(2 055)	(2 694)
Différences de change	170	813
Comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers	15	4
Actualisation des engagements de retraite	(74)	(59)
Dotations financières	(13)	
Autres intérêts et produits assimilés	20	
Autres produits et charges financiers	118	758
Total	(1 937)	(1 936)

Note 19 : Impôts différés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
(Charge) produit net d'impôt courant	(6 666)	(6 963)
(Charge) produit net d'impôt différé	1 827	277
Total Charge d'impôt	(4 839)	(6 686)

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles (Décomposition des ensembles immobiliers)	451	364
Immobilisations corporelles et incorporelles (Harmonisation des méthodes)	(26)	(229)
Location financement	(1 634)	(1 756)
IFRS 16	76	68
Stocks (réintégration des coûts)	(43)	101
Stocks (dépréciation)	142	129
Avantages du personnel	766	832
Déficit reportable en avant	118	248
Différences temporaires	3 228	1 494
Autres	(39)	(54)
Impôts différés nets	3 038	1 197

Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/21	31/12/20
Résultat net de l'ensemble consolidé	13 344	15 764
Impôt sur le résultat	4 839	6 686
RESULTAT AVANT IMPOT	18 183	22 450
Taux d'impôt théorique	28,41%	28,41%
IMPOT THEORIQUE	(5 165)	(6 378)
Ecart	326	(309)
Effet des différences de taux	(429)	(50)
Effet des différences permanentes	89	(32)
Quote-part des Dividendes imposables		(17)
Impôt sur la Valeur Ajoutée	13	(209)
Autres		(1)
Ecart analysé	(326)	(309)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>26,61%</i>	<i>-29,78%</i>

Note 20 : Effectif moyen

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Effectif moyen du Groupe	31/12/2021	31/12/2020
Total	733	768

Note 21 : Transactions avec les parties liées

Sur la base de la définition donnée par IAS 24, une partie liée à UFP INTERNATIONAL est une personne ou une entité qui répond à l'une des caractéristiques suivantes :

- Une personne ou un membre de la famille proche contrôlant ou participant au contrôle, exerçant une influence notable ou faisant partie des principaux dirigeants
- L'entité qui contrôle UFP INTERNATIONAL.

Les transactions avec les parties liées sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
CSKZ Investissements Comptes courants	(2 032)	(1 783)
CSKZ Investissements Prestations Administratives	1 049	1 077
CSKZ Investissements Loyers et Charges	283	282
Total facturé par CSKZ à UFP	1 332	1 358

Note 22 : Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants

Salaires et autres avantages à court terme	31/12/2021	31/12/2020
Total en milliers d'euros	2 340	3 011

Note 23 : Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes versés aux auditeurs du Groupe se sont élevés à 579 K€ au 31 décembre 2021 et à 569 K€ au 31 décembre 2020.

(en milliers d'euros)	31/12/2021			
	Mazars	AEP	Autres	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	396	153	4	553
<i>dont</i>				
<i>Filiales</i>	298	50	4	352
Diligences et prestations spécifiques à la mission du Commissaire aux Comptes	24	2	0	25
<i>dont</i>				
<i>Filiales</i>	22	0	0	22
Total	420	155	4	579

Note 24 : Engagements hors bilan

Les engagements contractés par le Groupe à la date de clôture sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés		
Cautions diverses données par les filiales étrangères	(21 889)	(13 921)
Cautions pour imposition contestée	(69)	(69)
Cautions sur crédits consentis	-	-
Engagements locations longue durée	-	-
Achat à terme de devises	-	-
Engagements reçus		
Cautions diverses reçues par les filiales étrangères	-	-
Cautions diverses reçues par les sociétés françaises	-	-

Note 25 : Evénements postérieurs à la clôture

La société UFP UK Limited a acquis 100% de la société Ergo Computing UK, basée à Nottingham (Royaume-Uni), le 18 juillet 2022.

Au cours du mois de juillet 2022, Item International Handel GmbH a acquis les 6% restants des titres de Item Deutschland GmbH. Item International Handel GmbH détient désormais 100% de Item Deutschland GmbH.

Au cours du mois d'août 2022, les opérations suivantes ont eu lieu :

- SSL - Support Service Logistik - GmbH, détenue par DESPEC Supplies GmbH à 100%, a été rachetée par UFP International ;
- DESPEC Supplies GmbH, détenue par Item Holding GMBH, a été rachetée par UFP International ;
- SSL - Support Service Logistik - GmbH et DESPEC Supplies GmbH ont fusionné au sein de UFP Deutschland GmbH à la même date avec effet rétroactif au 1er janvier 2022 ;
- Parallèlement, Item Deutschland GmbH, détenue par Item International Handel GmbH à 100%, a été rachetée par UFP Deutschland GmbH ;
- OX GmbH a absorbé Item Deutschland GmbH avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Toutes les opérations intervenues au mois d'août 2022 n'auront pas d'incidence sur les comptes consolidés.

UFP INTERNATIONAL - Sigle UFP

Société par actions simplifiée au capital de 20 130 950 euros

Siège social : ZAC du Cornillon

1-3, rue de la Cokerie

93200 SAINT DENIS

322 593 203 RCS BOBIGNY

**RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 30 SEPTEMBRE 2022**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Chers associés,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité du Groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice.

Vos co-commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes consolidés qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

PERIMETRE DU GROUPE

Les entreprises dans lesquelles la société UFP INTERNATIONAL exerce le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est caractérisé par le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières de l'entité afin d'en retirer les bénéfices. Une entité peut posséder des instruments qui, s'ils sont exercés ou convertis, ont la faculté de donner à l'entité un pouvoir de vote ou de restreindre le pouvoir de vote d'un tiers sur les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité (droits de vote potentiels) lorsqu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles. Dans ce cas, ils sont pris en considération quand l'entité apprécie si elle détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité.

Pour les exercices présentés dans ces états financiers IFRS, il n'existe pas de société dans laquelle UFP INTERNATIONAL exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

67

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation du groupe UFP INTERNATIONAL comprenait les sociétés suivantes :

	Pays	Pourcentage d'intérêt		Méthode
		31/12/2021	31/12/2020	
UFP INTERNATIONAL (SAS)	France			Société mère
GIE UFP	France	100,00%	100,00%	IG
OFFICEXPRESS (SAS)	France	99,88%	99,88%	IG
UFP UK LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
OFFICE EUROPE LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
UFP Espagne	Espagne	99,37%	99,37%	IG
OFFICEXPRESS IBERIA	Espagne	99,37%	99,37%	IG
SAVE4PRINT	Espagne	80,00%	80,00%	IG
OFFICEXPRESS ITALIE	Italie	90,00%	89,19%	IG
UFP DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
OFFICEXPRESS SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
CONTEXT MARKETING SERVICES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
UFP BENELUX B.V.	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
OFFICEXPRESS BENELUX	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
UFP HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
TIMO PRINTWARE GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
G. RAUCH IMPORT GES.M.B.H	Autriche	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES BVBA GENT	Belgique	100,00%	99,10%	IG
SSL - SUPPORT SERVICE, LOGISTIK GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM ÖSTERREICH HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	94,00%	93,15%	IG

1. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes annuels consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne en application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002.

Les normes comptables internationales sont publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne. Elles comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

17

Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021

Les textes suivants n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe :

- Amendements à l'IFRS 16, COVID-19 Concessions de loyers liées à la crise Covid-19
- Interprétation IFRIC sur l'IAS 38 – Comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation liés à l'implémentation de logiciels dans le cadre de SAAS
- Amendement des normes IFRS 9, IAS 39,- IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 - Réforme des taux de référence (IBOR) – Phase 2

Les textes suivants ont eu des impacts sur les états financiers du Groupe :

- Interprétation IFRIC sur l'IAS 19 – Méthodologie de calcul de la période d'acquisition des droits pris en compte dans l'évaluation de la provision IFC (Publié en mai 2021). L'impact de cette interprétation est mentionné au paragraphe 2.1 de l'Annexe.

Normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union européenne et d'application optionnelle en 2021

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2021 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2021 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2022.

Ces textes sont les suivants :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance avec amendements
- Amendements IFRS 3 – Mise à jour de la référence au Cadre conceptuel
- Amendements IAS 37 – Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire
- Amendements IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'utilisation prévue
- Amendements aux améliorations annuelles des IFRS 2018-2020

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union européenne :

- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers : classements des dettes en courant ou en non courant
- Amendement IAS 1 – Informations à fournir sur les principes et méthodes comptables
- Amendement IAS 8 – Définition d'une estimation comptable
- Amendement IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et des passifs résultant d'une même transaction

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

Première application des conclusions de l'IFRS IC relatives à l'IAS 19

L'IFRS IC a analysé le cas d'un régime à prestations définies dans lequel il est prévu un plafonnement de l'indemnité forfaitaire après un certain nombre d'années d'anciennetés. Celle-ci a conclu dans ce cas que la provision à comptabiliser au titre de l'avantage ne doit être constituée que sur la période qui couvre la date de début d'emploi et la date que prévoit le plafonnement. Ainsi, l'approche qui consiste à considérer que l'engagement doit être étalé sur toute la durée d'emploi du salarié, donc entre sa date de début d'emploi et sa date de retraite, n'est pas acceptable au regard des principes d'IAS19.

Le Groupe a appliqué cette méthode sur ses comptes consolidés clos au 31 décembre 2021.

Les conséquences de cette décision sont à analyser au sens de IAS8 comme un changement de méthode, les effets sont donc comptabilisés au 1^{er} janvier 2021 au niveau des capitaux propres d'ouverture pour un montant de 38 K€ net d'impôt.

2. ACTIVITÉ DU GROUPE

La société UFP INTERNATIONAL et ses filiales (ci-après le « Groupe ») ont pour activité principale le négoce de produits bureautiques (consommables et accessoires informatiques, mobilier et matériel de bureau).

Son activité s'exerce sur le marché du B to B (revendeurs, grande distribution et magasins spécialisés) et également en B to C (grandes entreprises, administrations et collectivités locales).

Le Groupe est implanté en France et en Europe, à travers ses filiales européennes : Angleterre, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, Belgique et Autriche.

Situation et évolution de l'activité au cours de l'exercice

La crise actuelle liée au Covid-19 et la prolongation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

A ce titre, les actifs et les passifs, les charges et les produits mentionnés au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 ont été comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêtés des comptes.

17

Nous vous précisons que sont intervenues au cours de l'exercice les opérations suivantes :

- Achat de parts des minoritaires de la société UFP DEUTSCHLAND GMBH par la société UFP INTERNATIONAL pour un montant de 836 K€. La société UFP INTERNATIONAL détient désormais 100 % de UFP DEUTSCHLAND GMBH et cette opération a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition supplémentaire de 268 K€.
- le crédit-bail immobilier du bien situé à TROYES a fait l'objet d'une levée d'option en date du 5 février 2021 pour 1 euro

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement important n'est survenu depuis le 31 décembre 2021, date de clôture de l'exercice, hormis ce qui est rappelé infra.

Il est rappelé les opérations suivantes :

- La société UFP UK Limited a acquis le 18 juillet 2022, 100% de la société Ergo Computing UK, basée à Nottingham (Royaume-Uni).
- Au cours du mois de juillet 2022, la société ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH a acquis les 6% restants des titres de ITEM DEUTSCHLAND GMBH. ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH détient désormais 100% de ITEM DEUTSCHLAND GMBH.
- Au cours du mois d'août 2022, les opérations suivantes ont eu lieu :
 - SSL - SUPPORT SERVICE LOGISTIK - GMBH, détenue par DESPEC SUPPLIES GMBH à 100%, a été rachetée par UFP INTERNATIONAL ;
 - DESPEC SUPPLIES GMBH, détenue par ITEM HOLDING GMBH, a été rachetée par UFP International ;
 - SSL - SUPPORT SERVICE LOGISTIK - GMBH et DESPEC SUPPLIES GMBH ont fusionné au sein de UFP DEUTSCHLAND GMBH à la même date avec effet rétroactif au 1er janvier 2022 ;
 - Parallèlement, ITEM DEUTSCHLAND GMBH, détenue par ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH à 100%, a été rachetée par UFP DEUTSCHLAND GMBH,
 - OX GMBH a absorbé ITEM DEUTSCHLAND GMBH avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Toutes les opérations intervenues au mois d'août 2022 n'auront pas d'incidence sur les comptes consolidés.



Guerre en Ukraine et inflation des prix

L'économie mondiale a connu depuis début 2021 une hausse significative et continue du prix notamment des matières premières, des produits manufacturés et des sources d'énergie comme le carburant.

Cette hausse, qui a nécessairement des impacts sur le coût des prestations des sociétés du Groupe, et en réponse à laquelle le Groupe étudie les possibilités de répercussion sur ses propres prix de vente, s'est encore accentuée depuis le déclenchement de la guerre opposant la Russie et l'Ukraine fin février 2022.

L'exercice en cours risque donc de voir l'impact de ces envolées de prix s'accroître, en fonction d'aléas que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier aujourd'hui, ni en termes d'occurrence ni en valeur.

Evénements en cours

Il est à noter que les sociétés CONTEXT MARKETING SERVICE et OFFICEXPRESS ITALIE sont toujours en cours de dissolution au 31 décembre 2021.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que le Groupe n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Le Groupe UFP évolue dans un marché sans croissance, mais souhaite continuer son expansion d'une part, en profitant de la consolidation européenne en cours, et, d'autre part, en continuant sa stratégie d'acquisition pour accroître ses parts de marché et ouvrir de nouveaux territoires.

En parallèle, une attention particulière est portée sur l'ouverture du portefeuille d'activités, avec comme objectif l'ouverture de nouvelles marques européennes, ainsi que le développement de nouvelles catégories (hardware, gaming, accessoires).

L'objectif reste de doubler la dimension du Groupe à un horizon de 2 à 3 années.

Activité des filiales et participations

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale.

17

Vous trouverez ci-après les informations relatives aux résultats des filiales directes du Groupe :

1. **Le G.I.E UFP**, groupement d'intérêt économique, ayant son siège social à 1/3 rue de la Cokerie, 93200 SAINT-DENIS, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le n°380 655 232.

Le G.I.E UFP n'a réalisé aucun chiffre d'affaires au titre du dernier exercice clos.

2. **La société UFP DEUTSCHLAND GMBH**, société anonyme de droit Allemand au capital de 2 812 105 euros, ayant son siège social Carl-Friedrich-Gauss Strasse 11, 47475 KAMP LINTFORT.

Au titre du dernier exercice clos, cette société a réalisé avec ses filiales consolidées un chiffre d'affaires de 752 267 K€ et a dégagé un résultat net consolidé IFRS de 7 791 K€.

3. **La société OFFICEXPRESS**, société par actions simplifiée au capital de 10 001 754 euros, ayant son siège social à 1/3 rue de la Cokerie, Zac du Cornillon, 93200 SAINT-DENIS, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le n°347 754 756.

Au titre du dernier exercice clos, la société OFFICEXPRESS a réalisé un chiffre d'affaires de 45 937 K€ et a dégagé un résultat net consolidé IFRS de 1 055 K€.

4. **La société UFP UK LIMITED**, société anonyme de droit anglais au capital de 527 778 great britain pound (GBP), ayant son siège social Entreprise House Roydsdale Way, Euroway trading Estate – Bradford – WEST YORKSHIRE BD4 6SE.

Au titre du dernier exercice clos, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 129 925 K€ et a dégagé un résultat net consolidé IFRS de 1 727 K€.

5. **La société OFFICEXPRESS EUROPE LIMITED**, société anonyme de droit anglais, ayant son siège social Entreprise House Roydsdale Way, Euroway trading Estate – Bradford – WEST YORKSHIRE BD4 6SE.

Au titre du dernier exercice clos, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 4 512 K€ et a dégagé un résultat net consolidé IFRS de 100 K€.

6. **La société UFP ESPANA**, société anonyme de droit espagnol au capital de 2 273 187 euros, ayant son siège social C/ Maquetadores 4 - 28320 PINTO MADRID.

Au titre du dernier exercice clos, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 86 850 K€ et a dégagé un résultat net consolidé IFRS de 1 478 K€.

3. EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDES ET RESULTATS

Nous allons vous présenter dans les tableaux ci-après, les comptes consolidés que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.



Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe.

Ils sont présentés en milliers d'euros (K€).

A. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	1	18 245	17 977
Immobilisations incorporelles	1	2 881	2 788
Immobilisations corporelles	2	36 198	30 647
Droit d'utilisation relatifs aux contrats de locations	2	8 135	16 885
Actifs financiers	3	788	784
Actifs d'impôts différés	19	3 726	2 982
Actifs courants			
Stocks	4	157 083	154 470
Clients et comptes rattachés	5	51 253	53 334
Actifs d'impôts exigibles	5	4 796	8 528
Autres actifs courants	5	36 425	29 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	42 175	53 312
TOTAL ACTIFS		361 706	370 823
Capitaux propres et passifs			
Capital émis	8	20 131	20 131
Primes d'émission		1 173	1 173
Réserves consolidées – part du Groupe		126 937	111 583
Résultat de l'exercice – part du Groupe		12 916	15 316
Réserves de conversion		402	(1 173)
(Pertes) et gains actuariels	10	(891)	(828)
Intérêts minoritaires		4 080	4 045
Total capitaux propres		164 748	150 247
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	9	14 598	22 528
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	6 507	8 137
Provisions	10	486	631
Engagements de retraites	10	4 285	3 951
Passifs d'impôts différés	19	689	1 784
Autres passifs non courants		1	
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	9	28 257	57 825
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	1 918	2 062
Provisions	10	1 417	724
Fournisseurs et comptes rattachés	11	78 250	65 630
Instruments financiers dérivés	6	16	31
Autres passifs courants	11	60 554	57 273
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		361 706	370 823

12

B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Produits des activités ordinaires	13	1 186 882	1 192 465
Achats consommés		(1 079 069)	(1 086 931)
Charges de personnel	14	(41 061)	(41 287)
Charges externes	15	(37 818)	(34 067)
Impôts et taxes		(1 212)	(1 203)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	16	(9 454)	(6 573)
Autres produits et charges d'exploitation		1 923	1 805
Résultat opérationnel courant		20 191	24 209
Autres produits et charges opérationnels	17	(71)	177
Résultat opérationnel		20 120	24 386
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		2	42
Coût de l'endettement financier brut		(2 058)	(2 738)
Coût de l'endettement financier net	18	(2 055)	(2 695)
Autres produits et charges financiers	18	118	757
Charge d'impôt	19	(4 839)	(6 686)
Résultat net consolidé		13 343	15 763
Résultat minoritaire		428	448
Résultat consolidé groupe		12 916	15 315
Résultat net par action		0,6416	0,7608

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos Co-Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Pour la Société CSKZ INVESTISSEMENTS

Présidente

Charles ZARKA

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

AE Audit & Expertise
Partenaires

29, Boulevard Pereire
75017 Paris

UFP INTERNATIONAL

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Audit & Expertise Partenaires
Société à responsabilité limitée d'expertise comptable et
de commissariat aux comptes
Capital de 8 000 euros - RCS Paris 437 855 190

UFP International

Société par actions simplifiée au capital de 20 130 950€
Siège social : 1/3, rue de la Cokerie, 93200 Saint-Denis
RCS : BOBIGNY B 322 593 203

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société UFP International,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société UFP International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1. « Première application des conclusions de l'IFRS IC relatives à l'IAS 19 » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'incidence, à compter du 1^{er} janvier 2021, du changement de méthodologie de calcul de la période d'acquisition des droits pris en compte dans l'évaluation de la provision pour Indemnité de Fin de Carrière.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 22 septembre 2022

DocuSigned by:
EL NOUCH Jean-maurice
A126C5F25F394C5...

Associé

Audit & Expertise Partenaires

Paris, le 22 septembre 2022

DocuSigned by:
BLRUCH Jacques
B157C9A09C6A465...

Associé

GROUPE UFP INTERNATIONAL
Comptes consolidés
au 31 Décembre 2021

Sommaire

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	4
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
1. Informations générales.....	8
2. Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés.....	8
3. Principes et méthodes comptables.....	11
4. Gestion des risques	22
5. Notes relatives aux postes du bilan, du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie et de leurs variations.....	26
Note 1 : Immobilisations incorporelles	26
Note 2 : Immobilisations corporelles.....	27
Note 3 : Actifs financiers non courants.....	28
Note 4 : Stocks.....	29
Note 5 : Créances clients et Autres créances	29
Note 6 : Instruments financiers	30
Note 7 : Trésorerie & Equivalents de Trésorerie.....	30
Note 8 : Capitaux propres.....	30
Note 9 : Passifs Financiers	30
Note 10 : Provisions pour risques et charges.....	31
Note 11 : Fournisseurs et comptes rattachés et Autres dettes	34
Note 12 : Classement et juste valeur des actifs et passifs financiers	35
Note 13 : Produits des activités ordinaires	36
Note 14 : Charges de personnel.....	37
Note 15 : Charges externes.....	38
Note 16 : Amortissements et provisions courants.....	38
Note 17 : Autres produits et charges opérationnels.....	38
Note 18 : Résultat financier	39
Note 19 : Impôts différés	39
Note 20 : Effectif moyen.....	41
Note 21 : Transactions avec les parties liées.....	41
Note 22 : Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants	41
Note 23 : Honoraires des Commissaires aux comptes.....	41

Note 24 : Engagements hors bilan	42
Note 25 : Evénements postérieurs à la clôture	42

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	1	18 245	17 977
Immobilisations incorporelles	1	2 881	2 786
Immobilisations corporelles	2	36 198	30 647
Droit d'utilisation relatifs aux contrats de locations	2	8 135	16 865
Actifs financiers	3	788	784
Actifs d'impôts différés	19	3 726	2 982
Actifs courants			
Stocks	4	157 083	154 470
Clients et comptes rattachés	5	51 253	53 334
Actifs d'impôts exigibles	5	4 796	8 528
Autres actifs courants	5	36 425	29 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	42 175	53 312
TOTAL ACTIFS		361 706	370 823
Capitaux propres et passifs			
Capital émis	8	20 131	20 131
Primes d'émission		1 173	1 173
Réserves consolidées – part du Groupe		126 937	111 583
Résultat de l'exercice – part du Groupe		12 916	15 316
Réserves de conversion		402	(1 173)
(Pertes) et gains actuariels	10	(891)	(828)
Intérêts minoritaires		4 080	4 045
Total capitaux propres		164 748	150 247
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	9	14 598	22 528
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	6 507	8 137
Provisions	10	466	631
Engagements de retraites	10	4 285	3 951
Passifs d'impôts différés	19	689	1 784
Autres passifs non courants		1	
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	9	28 257	57 825
Location Financement	9	0	0
Dettes locatives	9	1 918	2 062
Provisions	10	1 417	724
Fournisseurs et comptes rattachés	11	78 250	65 630
Instruments financiers dérivés	6	16	31
Autres passifs courants	11	60 554	57 273
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		361 706	370 823

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Produits des activités ordinaires	13	1 186 882	1 192 465
Achats consommés		(1 079 069)	(1 086 931)
Charges de personnel	14	(41 061)	(41 287)
Charges externes	15	(37 818)	(34 067)
Impôts et taxes		(1 212)	(1 203)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	16	(9 454)	(6 573)
Autres produits et charges d'exploitation		1 923	1 805
Résultat opérationnel courant		20 191	24 209
Autres produits et charges opérationnels	17	(71)	177
Résultat opérationnel		20 120	24 386
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		2	42
Coût de l'endettement financier brut		(2 058)	(2 738)
Coût de l'endettement financier net	18	(2 055)	(2 695)
Autres produits et charges financiers	18	118	757
Charge d'impôt	19	(4 839)	(6 686)
Résultat net consolidé		13 343	15 763
Résultat minoritaire		428	448
Résultat consolidé groupe		12 916	15 315
Résultat net par action		0,6416	0,7608

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé		13 343	15 763
Gains et pertes actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	10	(63)	(196)
Ecart de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers	12	0	12
Différences de conversion		1 575	(1 173)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 511	(1 357)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		14 855	14 406

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net	13 343	15 764
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6 932	6 301
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(15)	(4)
Plus ou moins value de cession	71	2
Impôts sur les bénéfices	(1 827)	(277)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	1 825	2 447
Autres produits et charges calculés	216	19
Variation du besoin en fonds de roulement	12 831	27 969
Flux net de trésorerie généré par l'activité	33 376	52 221
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 082)	(6 477)
Acquisitions d'immobilisations financières		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	38	107
Cessions d'immobilisations financières	(3)	3 762
Variation de périmètre autres	(836)	(104)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(3 883)	(2 712)
Intérêts nets payés	(1 841)	(2 447)
Variation nette des dettes financières	(13 260)	(4 893)
Augmentation de capital		
Dividendes versés		(5 434)
Dividendes reçus		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(15 101)	(12 774)
Effets de change	839	(1 303)
Variation de la trésorerie courante nette	15 232	35 432
Trésorerie courante nette à l'ouverture	7 584	(27 848)
Trésorerie courante nette à la clôture	22 817	7 584
Variation de la trésorerie courante nette	15 232	35 432

Détail de la trésorerie nette à la clôture:

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Disponibilités	42 175	53 312
Concours bancaires courants	(19 359)	(45 728)
Trésorerie Nette à la clôture	22 817	7 584

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (IFRS)

(en K€)	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées et résultat	Pertes / gains actuariels	Différences de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2020	20 131	1 173	126 899	(828)	(1 173)	146 202	4 045	150 247
Ecart de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers						0		0
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres				(63)		(63)	0	(63)
Variation Ecart de Conversion					1 575	1 575	175	1 750
Résultat net 31/12/21			12 916			12 916	428	13 344
Total des profits/(pertes) nets de l'exercice	20 131	1 173	139 815	(891)	402	160 630	4 647	165 277
Augmentation de capital						0		0
Distribution de dividendes						0		0
Variation de Périmètre						0	(567)	(567)
Autres variations			38			38	0	38
Capitaux propres au 31 décembre 2021	20 131	1 173	139 853	(891)	402	160 668	4 080	164 748

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1. Informations générales

UFP INTERNATIONAL est une Société par Actions Simplifiée, de droit français dont le siège social est situé au 1-3 Rue de la Cokerie 93200 Saint-Denis. UFP INTERNATIONAL et ses filiales (ci-après le « Groupe ») ont pour activité principale le négoce de produits bureautiques (consommables et accessoires informatiques, mobilier et matériel de bureau).

Son activité s'exerce sur le marché du B to B (revendeurs, grande distribution et magasins spécialisés) et également en B to C (grandes entreprises, administrations et collectivités locales).

Le Groupe est implanté en France et en Europe, à travers ses filiales européennes : Angleterre, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, Belgique et Autriche.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe. Ils sont présentés en milliers d'euros.

2. Base de préparation et de présentation des états financiers consolidés

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont établis au 31 décembre 2021 conformément aux normes comptables internationales (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne en application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002.

Les normes comptables internationales sont publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne. Elles comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021

Les textes suivants n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe :

- Amendements à l'IFRS 16, COVID-19 Concessions de loyers liées à la crise Covid-19
- Interprétation IFRIC sur l'IAS 38 – Comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation liés à l'implémentation de logiciels dans le cadre de SAAS
- Amendement des normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 - Réforme des taux de référence (IBOR) – Phase 2

Les textes suivants ont eu des impacts sur les états financiers du Groupe :

- Interprétation IFRIC sur l'IAS 19 – Méthodologie de calcul de la période d'acquisition des droits pris en compte dans l'évaluation de la provision IFC (Publié en mai 2021).

L'impact de cette interprétation est mentionné dans le paragraphe 2.1.

Normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union européenne et d'application optionnelle en 2021

Les états financiers du groupe au 31 décembre 2021 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2021 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2022. Ces textes sont les suivants :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance avec amendements
- Amendements IFRS 3 – Mise à jour de la référence au Cadre conceptuel
- Amendements IAS 37 – Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire
- Amendements IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'utilisation prévue
- Amendements aux améliorations annuelles des IFRS 2018-2020

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union européenne

- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers: classements des dettes en courant ou en non courant
- Amendement IAS 1 – Informations à fournir sur les principes et méthodes comptables
- Amendement IAS 8 – Définition d'une estimation comptable
- Amendement IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et des passifs résultant d'une même transaction

Le Groupe procède actuellement aux analyses des impacts de ces textes. A ce stade de l'analyse, le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés.

2.1. Première application des conclusions de l'IFRS IC relatives à l'IAS 19

L'IFRS IC a analysé le cas d'un régime à prestations définies dans lequel il est prévu un plafonnement de l'indemnité forfaitaire après un certain nombre d'années d'anciennetés. Celle-ci a conclu dans ce cas que la provision à comptabiliser au titre de l'avantage ne doit être constituée que sur la période qui couvre la date de début d'emploi et la date que prévoit le plafonnement. Ainsi, l'approche qui consiste à considérer que l'engagement doit être étalé sur toute la durée d'emploi du salarié, donc entre sa date de début d'emploi et sa date de retraite, n'est pas acceptable au regard des principes d'IAS19.

Le Groupe a appliqué cette méthode sur ses comptes consolidés clos au 31 décembre 2021.

Les conséquences de cette décision sont à analyser au sens de IAS8 comme un changement de méthode, les effets sont donc comptabilisés au 1er janvier 2021 au niveau des capitaux propres d'ouverture pour un montant de 38 K€ net d'impôt.

2.2. Estimation et jugement

Pour établir ses comptes, le Groupe procède à des estimations et fait des hypothèses qui affectent les états financiers. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants réels ou les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations faites par le Groupe pour l'établissement des états financiers concernent :

- L'estimation de la valeur recouvrable et des durées d'utilité des goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles ;
- L'estimation des provisions pour risques et charges ;
- L'estimation de la valeur recouvrable des créances clients ;
- La valeur de réalisation des stocks ;
- L'évaluation des impôts différés ;
- Les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

2.3. Principe de présentation

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 1, le compte de résultat est présenté par nature.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs et passifs courants sont ceux qui sont destinés à la vente ou à la consommation dans le cadre du cycle d'exploitation, ou qui doivent être réalisés dans un délai de 12 mois après la date de clôture. Les passifs financiers sont répartis entre passifs courants et non courants en fonction de leur échéance résiduelle à la date de clôture.

2.4. Evénements significatifs

La crise actuelle liée au Covid-19 et la prolongation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

A ce titre, les actifs et les passifs, les charges et les produits mentionnés au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leur conséquences connues ou probables à la date d'arrêt des comptes.

Au sein de UFP International, le contrat de crédit-bail immobilier a fait l'objet d'une levée d'option le 5 février 2021 pour 1€.

Evénements survenus au cours de l'exercice

Les changements de périmètre survenus au cours de l'exercice sont :

- Achat de parts des minoritaires de UFP Deutschland GmbH par UFP International pour un montant de 836 K€. UFP International détient désormais 100% de UFP Deutschland GmbH et cette opération a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition supplémentaire de 268 K€.

Evénements en cours

Il est à noter que les sociétés Context Marketing Service et OfficeXpress Italie sont toujours en cours de dissolution au 31 décembre 2021.

3. Principes et méthodes comptables

3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les entreprises dans lesquelles la société UFP INTERNATIONAL exerce le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est caractérisé par le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières de l'entité afin d'en retirer les bénéfices. Une entité peut posséder des instruments qui, s'ils sont exercés ou convertis, ont la faculté de donner à l'entité un pouvoir de vote ou de restreindre le pouvoir de vote d'un tiers sur les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité (droits de vote potentiels) lorsqu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles. Dans ce cas, ils sont pris en considération quand l'entité apprécie si elle détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité.

Pour les exercices présentés dans ces états financiers IFRS, il n'existe pas de société dans laquelle UFP INTERNATIONAL exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale.

Les transactions internes au Groupe (bilan et compte de résultat) sont neutralisées.

Périmètre

	Pays	Pourcentage d'intérêt		Méthode
		31/12/2021	31/12/2020	
UFP INTERNATIONAL (SAS)	France			Société mère
GIE UFP	France	100,00%	100,00%	IG
OFFICEXPRESS (SAS)	France	99,88%	99,88%	IG
UFP UK LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
OFFICE EUROPE LTD	Royaume-Uni	90,00%	90,00%	IG
UFP Espagne	Espagne	99,37%	99,37%	IG
OFFICEXPRESS IBERIA	Espagne	99,37%	99,37%	IG
SAVE4PRINT	Espagne	80,00%	80,00%	IG
OFFICEXPRESS ITALIE	Italie	90,00%	89,19%	IG
UFP DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
OFFICEXPRESS SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
CONTEXT MARKETING SERVICES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
UFP BENELUX B.V.	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
OFFICEXPRESS BENELUX	Pays-Bas	90,00%	89,19%	IG
UFP HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
TIMO PRINTWARE GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM HOLDING GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
G. RAUCH IMPORT GES.M.B.H	Autriche	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
DESPEC SUPPLIES BVBA GENT	Belgique	100,00%	99,10%	IG
SSL - SUPPORT SERVICE, LOGISTIK GMBH	Allemagne	100,00%	99,10%	IG
ITEM INTERNATIONAL HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM ÖSTERREICH HANDEL GMBH	Autriche	100,00%	99,10%	IG
ITEM DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	94,00%	93,15%	IG

3.2. Conversion des éléments en devise

Monnaie de présentation du Groupe

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

Monnaies fonctionnelles

En application de la norme IAS 21 - *Effet des variations des cours des monnaies étrangères*, les données des états financiers des entités du Groupe sont initialement mesurées dans la monnaie de leur environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : celle-ci est appelée monnaie fonctionnelle.

Conversion en monnaies fonctionnelles des créances, dettes et transactions en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères par rapport à la monnaie fonctionnelle d'une entité sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions.

Les éventuels pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions sont comptabilisés en résultat. Les écarts de change découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises (initialement comptabilisés au taux de change en vigueur aux dates des transactions) sont également comptabilisés en résultat.

Aucune filiale n'est située dans un pays à forte inflation.

Conversion des états financiers des entités exprimés en monnaies fonctionnelles différentes de la monnaie de présentation du Groupe

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Différences de conversion ». En cas de cession ou de dissolution d'une entité, les écarts de conversion accumulés dans les capitaux propres sont constatés en résultat de la période.

3.3. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Le Groupe applique les dispositions d'IFRS 3 révisée relatives aux regroupements d'entreprises.

Lors d'une opération de regroupement, l'acquéreur comptabilise séparément de l'écart d'acquisition, les actifs acquis, les passifs repris identifiables et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise.

Le principe général d'évaluation des actifs acquis et des passifs repris identifiables est la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Par ailleurs, pour chaque regroupement d'entreprises, l'acquéreur doit évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur (méthode dite du « goodwill complet »), soit à la part proportionnelle de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (méthode dite du « goodwill partiel »).

L'écart d'acquisition est déterminé par différence entre :

- D'une part, la somme de la contrepartie transférée (évaluée selon IFRS 3 révisée, qui impose généralement le recours à la juste valeur à la date d'acquisition), de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, le cas échéant, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise,
- D'autre part, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs repris identifiables, évalués selon IFRS 3 révisée.

Lorsque ce montant est négatif, celui-ci est enregistré, après vérification (afin de s'assurer que les évaluations reflètent correctement toutes les informations disponibles à la date d'acquisition), directement en résultat de l'exercice.

L'acquéreur dispose d'une période d'évaluation d'un an maximum à compter de la date d'acquisition. Cette période prend fin dès l'obtention des derniers éléments manquants. Durant cette période, les ajustements des actifs et passifs de l'entreprise sont comptabilisés de manière rétrospective en contrepartie de l'écart d'acquisition dès lors que ces ajustements reflètent des informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. A contrario, les ajustements résultant de nouveaux éléments sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

Les écarts d'acquisition inscrits séparément à l'actif ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés durablement à travers la valorisation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent. Toute dépréciation constatée est irréversible.

Conformément aux options offertes par IFRS 1, le Groupe n'a pas recalculé les écarts d'acquisition sur les acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2009, date de transition aux normes IFRS.

3.4. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères de la norme IAS 38- Immobilisations *incorporelles*, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments à durée d'utilité déterminée, tels que les logiciels qui sont amortis par annuités constantes sur une durée de 1 à 8 ans (en fonction de l'importance des logiciels).

3.5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées de biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être utilisés à des fins administratives et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période.

Conformément aux critères d'IAS 16 - *Immobilisations corporelles*, ces biens sont comptabilisés à l'actif de la situation financière consolidée s'il est probable que les avantages économiques futurs associés iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité. Celles-ci correspondent généralement aux durées suivantes :

- Bâtiments :	10 à 30 ans
- Chaînes logistiques :	5 à 20 ans
- Installations techniques :	3 à 5 ans
- Matériel et outillage industriels :	3 à 15 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers :	5 à 10 ans
- Matériel de transport :	4 à 8 ans
- Matériel de bureau :	5 à 10 ans
- Matériel informatique :	3 à 7 ans
- Mobilier :	5 à 15 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Compte-tenu de la nature des immobilisations détenues, et à l'exception des constructions immobilières et des chaînes logistiques, il n'a pas été identifié de composants significatifs.

Conformément à la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt liés au financement des investissements significatifs, encourus pendant la période de construction, sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

3.6. Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location », qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et qui remplace la norme IAS 17 et ses interprétations. La norme établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de publication des contrats de location et impose aux preneurs de comptabiliser tous les contrats de location au bilan selon un modèle unique, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation et en contrepartie d'une obligation locative.

Le Groupe a adopté IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 selon l'approche rétrospective simplifiée. Selon cette méthode, la norme est appliquée de manière rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comptabilisée à la date d'application.

Périmètre des contrats du Groupe

Les contrats de location recensés au sein de toutes les entités du Groupe se regroupent sous les catégories suivantes :

- immobilier : immeubles de bureaux, usines et entrepôts, parking ;
- matériel industriel : chaîne logistique, chariots élévateurs, banderoleur ;
- autres immobilisations : voitures, téléphone, machine à affranchir, ...

Le Groupe applique par ailleurs les mesures simplificatrices prévues par la norme : les loyers des contrats correspondant à un actif de faible valeur unitaire (inférieur à 5 000 €) ou à une location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois) sont comptabilisés directement en charges. Ainsi, le Groupe n'a pas retenu dans le périmètre le petit matériel de bureau ou informatique, ou autres petits équipements qui correspondent tous à des équipements de faible valeur.

Les contrats de location financement identifiés sous IAS 17 ont été reclassés à l'identique à l'actif et au passif en droit d'utilisation et en dette locative comme le prévoit la norme.

3.7. Dépréciation des actifs immobilisés

Unité génératrice de trésorerie (UGT)

Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe a défini ses UGT au niveau des zones géographiques : France et Allemagne/Autriche.

Pertes de valeur sur actifs corporels et incorporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - *Dépréciation d'actifs*, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs selon le processus suivant :

- Valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité ;
- Pour les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les écarts d'acquisition sont testés à chaque clôture d'exercice social, au niveau des UGT auxquels ils ont été affectés.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition, les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires à cinq ans établi et validé par la Direction auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini. Les taux d'actualisation utilisés sont appliqués à des flux de trésorerie après impôt.

3.8. Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation des sociétés non consolidées, ainsi que les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers.

Conformément à l'application de la norme IFRS 9 à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2018, les titres de participations des sociétés non consolidés peuvent être classés :

- A la juste valeur avec réévaluation par le biais du résultat

- A la juste valeur avec réévaluation par le biais des autres éléments du résultat global

Pour chaque titre, le choix s'effectue à la date de comptabilisation initiale et est irrévocable.

Au 31 décembre 2021, le Groupe UFP intègre l'ensemble de ses participations (absence de titres de participation de sociétés non consolidées).

3.9. Stocks

Selon IAS 2, les stocks sont des actifs :

- Détenus en vue de la vente dans le cours normal de l'activité ;
- En cours de production pour une telle vente ;
- Sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées dans le processus de production ou de prestation de services.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré du prix d'achat, déduction faite des escomptes de règlement et des ristournes accordées par les principaux fournisseurs, et en intégrant les coûts de frais accessoires.

Ce coût incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de stockage ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés au stockage.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Lorsque la valeur nette réalisable est inférieure à la valeur au bilan, une dépréciation est constatée pour la différence. Une analyse de l'obsolescence du stock est réalisée au cas par cas et par référence.

3.10. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont composés des créances clients et des autres créances dont l'échéance est inférieure à un an.

Créances clients

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, le cas échéant, déduction faite des montants non recouvrables, puis évaluées ultérieurement à leur coût amorti.

Les dépréciations clients sont calculées sur la base d'une revue des comptes client par client si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale.

Les créances clients cédées dans le cadre de ce contrat déconsolidant ne sont pas maintenues dans le poste clients. En revanche, les créances portées à l'escompte et non échues sont maintenues dans le poste clients.

3.11. Instruments dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés pour réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt et taux de change. Ces instruments ont pour finalité de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction en autres actifs et passifs courants ou non courant, puis réévalués au bilan à leur juste valeur à chaque arrêté selon les modalités ci-dessous :

Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- Les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont éligibles à la comptabilité de couverture ;
- Une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée documentée dès la date de mise en place de l'instrument et l'efficacité de la relation de couverture est démontrée (test qualitatif et prospectif) ;
- Une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture.

Le Groupe UFP applique un type de comptabilité de couverture : la couverture de flux de trésorerie. À ce jour, il n'existe pas d'opération de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger ni de couverture de juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de flux futurs, les variations de juste valeur correspondant à la partie efficace sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, et ce jusqu'au moment où la transaction couverte affecte le résultat du Groupe. Les variations correspondant à la partie inefficace sont comptabilisées en résultat financier.

3.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif de la situation financière consolidée dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (soldes bancaires positifs) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur) conformément à IAS 7.

Les soldes bancaires négatifs sont classés au passif du bilan en « Passifs courants ».

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et équivalents, diminuée des découverts bancaires.

3.13. Passifs financiers

Les dettes financières et les emprunts bancaires sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, celle-ci correspondant généralement à la valeur nominale, diminuée des coûts de transaction directement imputables.

Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

3.14. Provision pour risques et charges

Le Groupe comptabilise à la clôture des provisions pour risques et charges dans le cas où l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite), résultant d'un événement passé, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.15. Avantages du personnel

La norme IAS 19 impose la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel, notamment les avantages à long terme. Ces derniers comprennent pour le Groupe, les indemnités de fin de carrière en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.

Régime à prestations définies

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues aux membres du personnel.

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- L'entité peut verser des cotisations à une entité distincte (un fonds), mais devra payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondant aux services rendus par le personnel,
- L'entité peut aussi assumer elle-même le versement des prestations et couvrir les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Les provisions pour engagements de retraites concernant les régimes à prestation définies donnent lieu à des calculs actuariels. Les hypothèses de bases ont été définies par le Groupe en lien avec des prestataires externes.

Cette évaluation intègre des hypothèses démographiques relatives aux caractéristiques futures du personnel ancien et actuel (telles que le taux de mortalité, le taux de rotation du personnel, etc.) et des hypothèses financières (telles que le taux d'actualisation, les projections de salaires futurs...).

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (soit la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture), ajustée des coûts des services passés non comptabilisés.

Conformément à la norme IAS 19, le Groupe comptabilise les écarts actuariels en capitaux propres.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont évalués et comptabilisés selon les mêmes principes que les régimes à prestation définies, à l'exception des réévaluations du passif net (de l'actif net) dont font partie les écarts actuariels qui doivent être immédiatement et intégralement comptabilisés au compte de résultat.

Les régimes et les taux se décomposent par zone géographique et sont les suivants pour le Groupe au 31 décembre 2021 :

(en milliers d'euros)	Régime à prestations définies	Autres avantages à long terme	Montant Provision	Taux actualisation
France	X		1 416	0,70%
Autriche	X (Severance)	X (Jubilee)	2 595	0,70%
Allemagne		X	256	1,60%
Royaume-Uni		X	19	1,50%
Total			4 285	

	Nature Taux
France	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans au 31 décembre 2021
Autriche	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans au 31 décembre 2021
Allemagne	Taux "HGB discount rate - 7 years average" correspond au taux actualisé en German GAAP
Royaume-Uni	Taux Iboxx des obligations d'entreprises notées AA sur la zone UK au 31 décembre 2021 et ajusté à la duration des engagements

Suite à l'interprétation de l'IFRIC, pour les entités situées en France, au 31 décembre 2021, dans le cas des régimes à prestations définies, le Groupe a comptabilisé 38 K€ au niveau des capitaux propres d'ouverture.

3.16. Plan d'options de souscriptions d'actions

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les options d'achat et de souscription d'actions, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions UFP INTERNATIONAL accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice, de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité étendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option.

Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice en fonction de la période d'acquisition des droits avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en action et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

Il n'y a pas d'options d'achat ou de souscription d'actions au 31 décembre 2021.

3.17. Revenus

Les revenus résultant des ventes de biens sont présentés en produits des activités ordinaires dans le compte de résultat.

Les produits des activités ordinaires du Groupe comprennent les revenus des ventes de produits enregistrés nets des retours de marchandises et nets des avantages et escomptes accordés aux clients.

Le revenu est reconnu, en application de IFRS 15, dès le transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété a eu lieu, ce qui coïncide avec le moment de la réception des marchandises par le client.

Les rabais, remises et ristournes consentis aux clients, sont comptabilisés en diminution du chiffre d'affaires.

3.18. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et coûts récurrents directement liés aux activités du Groupe, exception faite des produits et charges qui résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

3.19. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs du coût de l'endettement financier brut, diminué de ceux afférents à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie.

L'endettement financier brut est constitué des emprunts portés par les sociétés : UFP International, UFP Espagne, Save4Print, UFP Deutschland GMBH et G. Rauch Import GESMBH au titre de financement des acquisitions des ensembles immobiliers, des outils de logistique et du rachat du groupe ITEM Holding GMBH.

3.20. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net. Ils sont principalement constitués : des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers, des effets de l'actualisation, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers et d'autres produits et charges financières divers.

3.21. Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique est alimentée dans le cas où un événement exceptionnel et significatif intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance récurrente de l'entreprise.

Ils incluent les produits et charges en nombre très limités, non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

3.22. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Impôts exigibles

L'impôt exigible est la somme du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Les impôts exigibles incluent la CVAE instaurée en 2010, pour laquelle le Groupe considère qu'elle répond à la définition d'un impôt sur le résultat tel qu'énoncé par IAS 12.2 -. Impôts *différés*.

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels la différence temporelle correspondante pourra être imputée.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge directement comptabilisée en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

4. Gestion des risques

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques présentés ci-dessous, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et gestion des risques. Des informations quantitatives figurent à d'autres notes dans les états financiers consolidés.

La Direction Générale du Groupe veille à la définition et au contrôle de la politique de gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles de gestion, vise à développer un environnement rigoureux et constructif dans lequel les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers n'est pas significatif voire inexistant.

Risques de contreparties bancaires

Le Groupe place ses excédents de trésorerie auprès de banques de première catégorie.

Risque clients

L'encours du compte « Créances clients et comptes rattachés » du Groupe présente des retards de paiements à hauteur de 8,74% de l'encours total au 31 décembre 2021 contre 13,24% de l'encours total au 31 décembre 2020. L'encours total s'analyse comme suit :

Au 31 décembre 2021

	Total en cours	Sous-total non échu	Sous-total échu
Administrations	4 448	4 387	60
Grande distribution et magasins spécialisés	23 140	22 176	965
Grossistes	12 416	10 471	1 946
Ventes en ligne	3 972	3 718	254
PME	2 960	2 468	492
Grandes entreprises	1 541	1 484	57
B to C	245	227	18
Divers	3 310	2 554	756
	52 033	47 485	4 548
Répartition (%)	100,00%	91,26%	8,74%

Au 31 décembre 2020

	Total en cours	Sous-total non échu	Sous-total échu
Administrations	5 312	4 241	1 071
Grande distribution et magasins spécialisés	24 166	21 061	3 105
Grossistes	12 110	10 419	1 691
Ventes en ligne	3 433	3 277	156
PME	3 103	2 352	751
Grandes entreprises	2 300	2 083	217
B to C	154	136	18
Divers	3 419	3 279	141
	53 997	46 848	7 149
Répartition (%)	100,00%	86,76%	13,24%

Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières sont, pour l'essentiel, contractées sur les entités juridiques en France (35%), en Espagne (11%) et en Allemagne/Autriche (54%).

Afin de réduire son exposition au risque de taux, l'Allemagne a conclu une opération de swap portant sur un notionnel de 480 K€ pour la période allant du 31 octobre 2014 au 31 octobre 2024.

Afin de réduire son exposition au risque de change, le Groupe a conclu plusieurs opérations de couverture portant en Grande-Bretagne sur un montant de 1 512 K€.

Après couverture, le pourcentage des dettes à taux fixe est de 84,68%.

GRUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

L'échéancier des dettes financières est détaillé en note 9. Les dettes fournisseurs et les autres dettes sont des dettes d'exploitation courantes, principalement dues à moins d'un an.

La sensibilité est de 79 K€ pour une variation du taux variable de 1%.

Risque de change

Au 31 décembre 2021 (en milliers)

	Monnaie Locale	USD	€	GBP	€	USD	£
Trésorerie Actifs							
UFP GMBH : HVB \$	EURO	13	11				
ITEM INTERNATIONAL : \$	EURO	0	0				
UFP UK €	GBP			1 294	1 541		
UFP UK \$	GBP					2	1
UFP France : LCL et SG \$	EURO	5	6				
UFP France : LCL £	EURO			1 855	2 207		
Créances commerciales							
UFP UK €	GBP			2 793	3 333		
UFP GMBH \$	EURO	21	19				
Dettes commerciales							
UFP France \$	EURO	(92)	(81)				
UFP UK €	GBP			3 038	3 617		
UFP UK \$	GBP					(1)	(1)
OX UK €	GBP			(2)	(2)		
UFP GMBH \$	EURO	(120)	(107)				
Dettes Fiscales							
UFP France : TVA £	EURO			(2 381)	(2 832)		

Au 31 décembre 2020 (en milliers)

	Monnaie Locale	USD	€	GBP	€	USD	£
Trésorerie Actifs							
UFP GMBH : HVB \$	EURO	366	298				
ITEM INTERNATIONAL : \$	EURO	218	178				
UFP UK €	GBP			4 845	5 386		
UFP UK \$	GBP					0	0
UFP France : LCL et SG \$	EURO			989	1 100		
UFP France : LCL £	EURO	0	0				
Créances commerciales							
UFP UK €	GBP			2 382	2 648		
UFP GMBH \$	EURO	19	15				
Dettes commerciales							
UFP France \$	EURO	(141)	(118)				
UFP UK €	GBP			(1 052)	(1 169)		
UFP UK \$	GBP					(36)	(26)
OX UK €	GBP			(2)	(2)		
UFP GMBH \$	EURO	(864)	(730)				
Dettes Fiscales							
UFP France : TVA £	EURO			(1 667)	(1 854)		

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir.

Ainsi, le Groupe cherche, d'une part, à maintenir structurellement son endettement à moyen terme et, d'autre part, en contrepartie, à accroître ses disponibilités largement excédentaires et rapidement mobilisables.

Sur la base des taux de change et des taux d'intérêt applicables au 31 décembre 2021, ainsi que des échéanciers de paiement contractuels, le montant nominal des flux de trésorerie liés aux passifs et actifs financiers s'établit comme suit :

31/12/2021 (en milliers d'euros)	Valeur comptable	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Concours bancaires courants	19 359	19 359		
Dettes Locatives	8 425	1 918	4 642	1 865
Emprunts	23 246	8 898	13 048	1 550
EEE	1	1		
Autres passifs	250	250		
Dettes fournisseurs	78 250	78 250		
Instruments de couverture	16	16		
Total passifs financiers	129 547	108 692	17 690	3 415
Actifs financiers non courants	788		500	288
Clients	51 253	51 253		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 175	42 175		
Total actifs financiers	94 216	93 428	500	288
Risque de Liquidité	35 331	15 263	17 190	3 128

5. Notes relatives aux postes du bilan, du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie et de leurs variations

Note 1 : Immobilisations incorporelles

Les variations de ce poste sont détaillées dans le tableau suivant :

Valeurs brutes :

(en milliers d'euros)	Ecart d'acquisition	Logiciels Marques Frais de recherche	Frais d'établissement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	17 977	10 000	0	506	0	28 484
Acquisitions		313		593		906
Droit d'utilisation IFRS 16						-
Cessions		(541)				(541)
Variation de périmètre	268					268
Subvention						-
Ecart de change		46				46
Reclassement		1 837				1 837
Au 31 décembre 2021	18 245	11 655	0	1 099	0	31 000

Amortissements cumulés et pertes de valeurs :

(en milliers d'euros)	Ecart d'acquisition	Logiciels Marques Frais de recherche	Frais d'établissement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	0	7 720	0	0	0	7 720
Charge d'amortissement de l'exercice		817				817
Droit d'utilisation IFRS 16						-
Reprises		(541)				(541)
Dépréciations						-
Variation de périmètre						-
Ecart de change		40				40
Reclassement		1 837				1 837
Au 31 décembre 2021	0	9 874	0	0	0	9 874

Montans nets :

Au 31 décembre 2020	17 977	2 280	0	506	0	20 763
Au 31 décembre 2021	18 245	1 781	0	1 099	0	21 126

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition se composent ainsi :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne / Autriche	Total
Valeur Brute des écarts d'acquisition	5 548	12 429	17 977
Acquisition périmètre	-	268	268
Dépréciation	-	-	-
Effets de change	-	-	-
Valeur nette des écarts d'acquisition	5 548	12 698	18 245

Le Groupe réalise au 31 décembre de chaque année un test de valeur sur l'écart d'acquisition pour chaque UGT. Au 31 décembre 2021, les hypothèses retenues ont été les suivantes :

(en milliers d'euros)	Valeur de l'écart d'acquisition associée	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini
Groupe UFP France	18 245	9%	2,0%

Le test de valeur n'a pas relevé une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable et par conséquent, il n'a pas été constaté de dépréciation.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Les variations de ce poste sont détaillées dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur brute :							
Au 31 décembre 2020	7 200	52 350	13 633	15 413		8	88 603
Corrections à nouveau							-
Acquisitions		82	202	1 662	4	77	2 028
Droit d'utilisation IFRS 16 Location simple		19	23	335			376
Cessions		(95)	(22)	(846)			(964)
Cessions IFRS 16		(1 024)	(151)	(451)			(1 625)
Variation de périmètre							-
Subvention							-
Ecart de change	39	212	75	84			410
Reclassement		98	217	1 091		(8)	1 399
Au 31 décembre 2021	7 239	51 642	13 977	17 288	4	77	90 227

Amortissements cumulés et pertes de valeurs :

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020		19 508	10 736	10 847			41 091
Corrections à nouveau							-
Charge d'amortissement de l'exercice		1 408	370	1 650			3 428
Droit d'utilisation IFRS 16 Location simple		1 510	193	456			2 160
Reprises		(31)	(20)	(810)			(860)
Reprises IFRS 16		(1 024)	(151)	(445)			(1 620)
Dépréciations							-
Variation de périmètre							-
Ecart de change		154	70	72			296
Reclassement		98	255	1 046			1 399
Au 31 décembre 2021		21 624	11 453	12 816			45 893

Montants nets :

Au 31 décembre 2020	7 200	32 842	2 896	4 566	-	8	47 512
Au 31 décembre 2021	7 239	30 018	2 523	4 472	4	77	44 333
dont au bilan "immobilisations corporelles"	7 239	22 789	2 208	3 881	4	77	36 198
dont au bilan "droit d'utilisation relatifs aux contrats de location"	-	7 229	315	592	-	-	8 135

Le montant net des constructions, des installations, matériels et équipements comprend principalement :

- La construction de locaux et entrepôts pour UFP International, UFP Deutschland et UFP Espagne
- Des actifs sous contrats de location en France (locaux à Saint-Denis) et en Allemagne / Autriche.

Les actifs sous contrat de location sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste-valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux et amortis sur la base des taux d'amortissements Groupe applicable aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensemble immobiliers et ensemble fonctionnels significatifs.

Les autres immobilisations sont principalement constituées de matériel de transport et de bureau.

Droits d'utilisation IFRS 16

(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur brute :							
Au 31 décembre 2020	1 200	24 681	5 725	1 846	-	-	33 452
Corrections à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation	-	19	23	335	-	-	376
Cessions	-	(1 024)	(151)	(451)	-	-	(1 625)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	8	3	-	-	11
Reclassement	(1 200)	(12 068)	(4 909)	(207)	-	-	(18 384)
Au 31 décembre 2021	-	11 608	695	1 526	-	-	13 829
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :							
(en milliers d'euros)	Terrain	Constructions	Matériel & outillage	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Au 31 décembre 2020	-	10 534	4 922	1 130	-	-	16 586
Corrections à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation	-	1 510	193	456	-	-	2 160
Reprises	-	(1 024)	(151)	(445)	-	-	(1 620)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	4	2	-	-	5
Reclassement	-	(6 642)	(4 587)	(208)	-	-	(11 437)
Au 31 décembre 2021	-	4 379	381	934	-	-	5 694
Montants nets :							
Au 31 décembre 2020	1 200	14 147	803	716	-	-	16 866
Au 31 décembre 2021	-	7 229	315	592	-	-	8 135

Suite à l'application de la norme IFRS 16, le montant des droits d'utilisation au titre de l'exercice 2021 est de 8 135 K€ net.

Au 31 décembre 2021, les locations financement, antérieurement classées en « Droits d'utilisation relatifs aux contrats de locations », ont été intégrées dans le total « Immobilisations corporelles au bilan » au bilan depuis la levée d'option du crédit-bail au cours de l'exercice.

Note 3 : Actifs financiers non courants

Le poste se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Titres de sociétés non consolidées		
Variation périmètre		
Dépôts et cautionnements	788	833
Dépréciation		
Ecart de conversion		(49)
Total valeur nette	788	784

Note 4 : Stocks

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Stocks de marchandises	162 591	157 660
Dépréciation	(5 508)	(3 190)
Total des stocks - valeur nette	157 083	154 470

Les dépréciations de stocks ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Au 1^{er} janvier	3 190	2 782
Dotations	4 631	2 542
Reprises	(2 384)	(2 082)
Variation de périmètre		-
Variation de conversion	71	(51)
A la Clôture	5 508	3 190

Note 5 : Créances clients et Autres créances

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés	52 032	53 998
Dépréciation	(779)	(663)
Total des clients - valeur nette	51 253	53 334
Créances fournisseurs	1 375	438
Créances envers l'état	4 796	8 528
Créances sociales	88	79
Autres créances d'exploitation	26 741	24 480
Dépréciation débiteurs divers	(400)	(373)
Charges constatées d'avance	8 621	4 514
Total des autres créances - valeur nette	41 221	37 666

Les autres créances d'exploitations correspondent principalement à des avoirs à recevoir.

La dépréciation sur les créances clients a évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Au 1^{er} janvier	663	1 136
Dotations	473	386
Reprises	(376)	(496)
Reclassement		(349)
Variation de conversion	19	(13)
A la Clôture	779	663

La totalité des créances est à moins d'un an.

Note 6 : Instruments financiers

Les gains et pertes ainsi que les positions au bilan des instruments financiers se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal	Juste valeur au bilan		Imputation en		
		Actif	Passif	Résultat		Impact Capitaux propres
				Charge	Produit	
Sw aps de taux d'intérêt	810		19		4	17
Autres dérivés de taux						
Opérations de change	1 464		13	(2)		
31 décembre 2020	2 274		31	(2)	4	17
Sw aps de taux d'intérêt	480		3		15	-
Autres dérivés de taux						
Opérations de change	1 512		13	(0)		
31 décembre 2021	1 992		16	(0)	15	-

Note 7 : Trésorerie & Equivalents de Trésorerie

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes-courants bancaires	42 175	53 312
Equivalents de trésorerie		-
Trésorerie courante nette	42 175	53 312

Note 8 : Capitaux propres

Il n'existe pas de plan d'options d'achat ou de souscription d'actions en cours.

Le capital social est divisé en 20.130.950 actions d'une valeur nominale de 1€ chacune.

Note 9 : Passifs Financiers

Etat des dettes financières au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	31/12/2021	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Non courants				
Emprunts et intérêts courus	14 598	-	13 048	1 550
Comptes courants	-			
Total non courants	14 598	-	13 048	1 550
Courants				
Emprunts et intérêts courus	8 898	8 898	-	-
Concours bancaires courants et intérêts courus	18 132	18 132	-	-
Affacturage	1 227	1 227	-	-
Effets escomptés non échus	1	1	-	-
Comptes courants d'associés	-	-	-	-
Total courants	28 257	28 257	-	-
Total des dettes financières hors IFRS 16	42 856	28 257	13 048	1 550
Dettes locatives IFRS 16 à long terme	6 507	-	4 642	1 865
Total non courants	6 507	-	4 642	1 865
Dettes locatives IFRS 16 à court terme	1 918	1 918	-	-
Total courants	1 918	1 918	-	-
Total des dettes financières IFRS 16	8 425	1 918	4 642	1 865
Total des dettes financières avec IFRS 16	51 281	30 176	17 690	3 415

Répartition des dettes financières par taux et par devises	Montants		Devise	Taux
	31/12/2021	31/12/2020		
Emprunt	23 246	30 389	EUR	Fixe
Emprunt	-	1 650	EUR	Variable
Concours bancaires courants et intérêts courus	6 244	17 865	EUR	Variable
Concours bancaires courants et intérêts courus	11 752	27 742	EUR	Fixe
Concours bancaires courants et intérêts courus	136	120	GBP	Variable
Affacturage	1 227	2 332	EUR	Variable
Effets escomptés non echus	1	2	EUR	n.a.
Compte courant CSKZ non rémunéré	-	2	EUR	n.a.
Comptes courants d'associés rémunérés	250	250	EUR	Variable
Comptes courants d'associés non rémunérés	-	-	EUR	n.a.
Total des dettes financières Hors IFRS 16	42 856	80 353		
Dettes locatives IFRS 16	8 370	10 088	EUR	Fixe
Dettes locatives IFRS 16	55	111	GBP	Fixe
Total des dettes financières IFRS 16	8 425	10 199		
Total des dettes financières avec IFRS 16	51 281	90 552	-	-

Les modalités d'évaluation des passifs financiers sont présentées au paragraphe 3.13.

Note 10 : Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Provisions non courantes			Provisions courantes		Total
	Provisions pour impôts (2)	Autres provisions	Engagements de retraite	Litiges (prud'homaux / clients / fournisseurs) (1)	Risques divers (clients, garantie, fiscaux) (3)	
Au 31 décembre 2020	536	95	3 951	59	665	5 307
Dotations	0		406	440	799	1 645
Impact Réserves			11			11
Reprises sans objet		(52)		(14)		(66)
Reprises utilisées	(113)		(84)	(45)	(487)	(729)
Variation de conversion			0			0
Au 31 décembre 2021	423	43	4 285	440	977	6 167

(1) La provision pour litiges intègre les risques sur litiges prud'homaux évalués à hauteur des demandes des salariés ;

(2) La provision pour impôt correspond au solde du redressement fiscal d'UFP Espagne pour 423 K€. Une reprise exceptionnelle a été comptabilisée au cours de l'exercice pour 113 K€ ;

(3) Les provisions pour risques divers sont composées de 977 K€ de provision pour garantie dans le sous-groupe Allemagne / Autriche.

Avantages du personnel (engagements de retraites et autres primes)

Le montant de provisions pour engagement de retraite s'élève à 4 285 K€ dont les principaux contributeurs sont la France pour 1 416 K€ et l'Autriche pour 2 595 K€. Le solde de la provision concerne le Royaume-Uni pour 19 K€ et l'Allemagne pour 256 K€.

- France

La valeur actuelle de l'engagement de retraite se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Obligations à l'ouverture de l'exercice	1 348	1 245
Changement de méthode	(53)	
Coût des services	81	73
Intérêt	3	8
Prestations payées	(9)	(18)
Gains/Pertes actuarielles	45	40
Obligations à la clôture de l'exercice	1 416	1 348

Les départs des salariés sont traités en réduction de régime et impactent la charge de la période concernée

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

France	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,70%	0,25%
Augmentation annuelle des salaires	1,50%	1%
Taux de charges sociales		
<i>Cadre</i>	48,34%	48%
<i>Agent de maîtrise</i>	42,78%	43,80%
<i>Technicien</i>	40,25%	43,80%
<i>Employé</i>	30,09%	32,30%
Ancienneté moyenne (Ans)		
<i>Cadre</i>	19,72	19,26
<i>Agent de maîtrise</i>	13,40	13,70
<i>Technicien</i>	12,52	12,65
<i>Employé</i>	8,49	8,23
Age de départ à la retraite		
<i>Cadre</i>	63	63
<i>Agent de maîtrise / Technicien</i>	61 ou 62	61 ou 62
<i>Employé</i>	entre 60 et 62	entre 60 et 62
Table de mortalité	TPGH/F 05	TPGH/F 05

La sensibilité de la valeur actuelle des obligations au taux d'actualisation est la suivante :

	Taux annuel d'actualisation		
	0,20%	0,70%	1,20%
	(-0,5%)	(jeu de base)	(+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2021	1 476	1 416	1 360

	Taux annuel d'actualisation		
	-0,25%	0,25%	0,75%
	(-0,5%)	(jeu de base)	(+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2020	1 411	1 348	1 290

GROUPÉ UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021 (Normes IFRS)

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Coût des services rendus au cours de l'exercice net des prestations payées dans l'exercice	(81)	(73)
Prestations payées	9	18
Charge d'intérêt	(3)	(8)
Autres		
Charge nette comptabilisée en résultat	(75)	(63)
<i>dont en résultat opérationnel</i>	<i>(72)</i>	<i>(55)</i>
<i>dont en autres produits et charges financières</i>	<i>(3)</i>	<i>(8)</i>

La charge ou produit opérationnel est comprise dans les charges de personnel.

- *Autriche*

En Autriche, le calcul des régimes des avantages au personnel est en 2 parties :

- Une indemnité pour départ à la retraite conformément à IAS 19
- Obligations prévues par le droit Autrichien depuis 2003 : un régime de jubilés attribuant aux salariés un montant monétaire en fonction de l'ancienneté acquise dans le Groupe

La valeur actuelle de l'engagement de retraite se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Obligations à l'ouverture de l'exercice	2 484	2 300
Coût des services	82	77
Intérêt	71	53
Prestations payées	(60)	(103)
Gains/Pertes actuarielles	18	157
Réduction de régime		
Obligations à la clôture de l'exercice	2 595	2 484
Répartition de la provision :		
Severance payments	1 911	1 843
Jubilee payments	684	641

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

Autriche	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,70%	0,25%
Augmentation annuelle des salaires	1,50%	1,50%
Taux de charges sociales	NC	NC
Ancienneté moyenne (Ans)	NC	NC
Age de départ à la retraite	60-65	60-65
Table de mortalité	TPGH/F 05	TPGH/F 05

GRUPE UFP INTERNATIONAL COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (Normes IFRS)

La sensibilité de la valeur actuelle des obligations au taux d'actualisation est la suivante (uniquement "severance payments") :

	Taux annuel d'actualisation		
	0,20% (-0,5%)	0,70% (jeu de base)	1,20% (+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2021	2 008	1 911	1 827

	Taux annuel d'actualisation		
	-0,25% (-0,5%)	0,25% (jeu de base)	0,75% (+0,5%)
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2020	2 024	1 843	1 685

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Coût des services rendus au cours de l'exercice net des prestations payées dans l'exercice	(82)	(77)
Prestations payées	60	103
Charge d'intérêt	(71)	(53)
Autres		
Charge nette comptabilisée en résultat	(93)	(26)
<i>dont en résultat opérationnel</i>	<i>(22)</i>	<i>26</i>
<i>dont en autres produits et charges financières</i>	<i>(71)</i>	<i>(53)</i>

La charge ou produit opérationnel est comprise dans les charges de personnel.

Note 11 : Fournisseurs et comptes rattachés et Autres dettes

Les postes Fournisseurs et Autres dettes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Fournisseurs et comptes rattachés	78 250	65 630
Clients créditeurs	1 324	113
Dettes fiscales et sociales	15 041	16 332
Autres dettes [1]	40 752	37 274
Comptes de régularisation	1 180	1 770
Comptes courants créditeurs	2 257	1 783
Total des autres passifs courants	60 554	57 273

[1] Les autres dettes correspondent principalement à des avoirs à émettre

Note 12 : Classement et juste valeur des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Dettes locatives	Valeur au bilan de clôture
Actifs financiers non courants			788				788
Clients			51 253				51 253
Actifs financiers courants							-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			42 175				42 175
Total actifs financiers			94 216				94 216
Dettes financières				23 246		8 425	31 671
Fournisseurs				78 250			78 250
Autres dettes financières				251			251
Instruments dérivés passifs	3	13					16
Concours bancaires courants				19 359			19 359
Total passifs financiers	3	13		121 106	-	8 425	129 547

Au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Dettes locatives	Valeur au bilan de clôture
Actifs financiers non courants			784				784
Clients			53 334				53 334
Actifs financiers courants							-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			53 312				53 312
Total actifs financiers			107 430				107 430
Dettes financières				32 039	-	10 199	42 238
Fournisseurs				65 630			65 630
Autres dettes financières				2 586			2 586
Instruments dérivés passifs	19	13					31
Concours bancaires courants				45 728			45 728
Total passifs financiers	19	13		145 982	-	10 199	156 213

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 31 décembre 2021 comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables

La juste valeur pour les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants. Les actifs financiers non courants sont décrits dans la note 3.

Endettement net

L'endettement financier net correspond à l'endettement financier brut (autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts auprès des établissements de crédit	23 246	32 039
Dettes financières diverses	1 478	2 586
Dettes locatives IFRS 16	8 425	10 199
Concours bancaires courants	19 359	45 728
Instruments financiers dérivés	16	31
Total Endettement brut	52 524	90 583
Trésorerie	(42 175)	(53 312)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 175)	(53 312)
Total endettement net	10 348	37 271

Note 13 : Produits des activités ordinaires

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
France	209 054	246 878
Allemagne	534 039	516 213
Autriche	174 039	180 598
Angleterre	134 437	120 917
Espagne	91 124	83 781
Pays-Bas	44 179	44 062
Belgique	11	16
Chiffre d'affaires net par lieu d'implantation des sociétés	1 186 882	1 192 465

Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique des clients :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	
Allemagne	414 804	34,95%
France	234 798	19,78%
Royaume Uni	132 616	11,17%
Autriche	114 772	9,67%
Espagne	92 702	7,81%
Belgique	48 301	4,07%
Pologne	48 767	4,11%
Slovaquie	19 844	1,67%
Pays Bas	19 157	1,61%
Suisse	18 883	1,59%
Italie	14 441	1,22%
Luxembourg	11 837	1,00%
Irlande	2 539	0,21%
République Tchèque	2 313	0,19%
Croatie	1 224	0,10%
Grèce	635	0,05%
Slovénie	662	0,06%
Autres	8 587	0,72%
Chiffre d'affaires net par zone géographique des clients	1 186 882	100,00%

Note 14 : Charges de personnel

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	32 680	32 997
Participation des salariés	318	151
Charges sociales	7 815	8 130
Charges IAS 19	248	9
Total	41 061	41 287

Note 15 : Charges externes

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Achats non stockés de matières et de fournitures (eau, électricité, fournitures administratives, petits équipements, ...)	1 639	1 802
Sous-traitance	214	224
Locations	223	287
Charges locatives et de copropriété	717	737
Entretien & réparations	1 800	1 828
Assurances	1 714	1 556
Etudes et recherches	502	609
Divers : documentation générale, techniques, frais de séminaires, conférences etc.	186	332
Personnel intérimaires	2 276	1 396
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 219	5 065
Publicité, publications, relations publiques	5 500	1 147
Frais de transports	10 060	9 999
Frais de déplacement, missions & réceptions	292	281
Frais postaux et de télécommunications	1 064	1 145
Frais bancaires	688	703
Divers	5 727	6 957
Total	37 818	34 067

Note 16 : Amortissements et provisions courants

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(6 405)	(6 558)
Dotations aux provisions d'exploitation	(1 226)	(608)
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	(5 167)	(2 963)
<i>Dotation aux provisions sur stocks</i>	<i>(4 631)</i>	<i>(2 542)</i>
<i>Dotation aux provisions sur clients</i>	<i>(473)</i>	<i>(385)</i>
<i>Dotation aux provisions sur autres créances</i>	<i>(63)</i>	<i>(35)</i>
Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	3 343	3 542
<i>Reprises sur provisions d'exploitation</i>	<i>547</i>	<i>954</i>
<i>Reprises sur provisions stocks</i>	<i>2 384</i>	<i>2 082</i>
<i>Reprises sur provisions clients</i>	<i>376</i>	<i>496</i>
<i>Reprises sur provisions autres créances</i>	<i>36</i>	<i>10</i>
Reprise dépréciation immobilisations		14
Total	(9 454)	(6 573)

Note 17 : Autres produits et charges opérationnels

Le poste se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Cessions d'immobilisations	(71)	(6)
Provision impôt UFP Espagne	113	(113)
(Charge) Produit Impôt UFP Espagne	(113)	239
Autres		57
Total	(71)	177

Note 18 : Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits financiers assimilés	2	43
Intérêts et charges assimilées	(1 843)	(2 462)
Intérêts payés sur obligations locatives (IFRS 16)	(215)	(248)
Charges financières sur contrat de location financement IAS 17	0	(28)
Coût de l'endettement financier net	(2 055)	(2 694)
Différences de change	170	813
Comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers	15	4
Actualisation des engagements de retraite	(74)	(59)
Dotations financières	(13)	
Autres intérêts et produits assimilés	20	
Autres produits et charges financiers	118	758
Total	(1 937)	(1 936)

Note 19 : Impôts différés

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
(Charge) produit net d'impôt courant	(6 666)	(6 963)
(Charge) produit net d'impôt différé	1 827	277
Total Charge d'impôt	(4 839)	(6 686)

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles (Décomposition des ensembles immobiliers)	451	364
Immobilisations corporelles et incorporelles (Harmonisation des méthodes)	(26)	(229)
Location financement	(1 634)	(1 756)
IFRS 16	76	68
Stocks (réintégration des coûts)	(43)	101
Stocks (dépréciation)	142	129
Avantages du personnel	766	832
Déficit reportable en avant	118	248
Différences temporaires	3 228	1 494
Autres	(39)	(54)
Impôts différés nets	3 038	1 197

Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/21	31/12/20
Résultat net de l'ensemble consolidé	13 344	15 764
Impôt sur le résultat	4 839	6 686
RESULTAT AVANT IMPOT	18 183	22 450
Taux d'impôt théorique	28,41%	28,41%
IMPOT THEORIQUE	(5 165)	(6 378)
Ecart	326	(309)
Effet des différences de taux	(429)	(50)
Effet des différences permanentes	89	(32)
Quote-part des Dividendes imposables		(17)
Impôt sur la Valeur Ajoutée	13	(209)
Autres		(1)
Ecart analysé	(326)	(309)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>26,61%</i>	<i>-29,78%</i>

Note 20 : Effectif moyen

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Effectif moyen du Groupe	31/12/2021	31/12/2020
Total	733	768

Note 21 : Transactions avec les parties liées

Sur la base de la définition donnée par IAS 24, une partie liée à UFP INTERNATIONAL est une personne ou une entité qui répond à l'une des caractéristiques suivantes :

- Une personne ou un membre de la famille proche contrôlant ou participant au contrôle, exerçant une influence notable ou faisant partie des principaux dirigeants
- L'entité qui contrôle UFP INTERNATIONAL.

Les transactions avec les parties liées sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
CSKZ Investissements Comptes courants	(2 032)	(1 783)
CSKZ Investissements Prestations Administratives	1 049	1 077
CSKZ Investissements Loyers et Charges	283	282
Total facturé par CSKZ à UFP	1 332	1 358

Note 22 : Rémunérations et avantages octroyés aux dirigeants

Salaires et autres avantages à court terme	31/12/2021	31/12/2020
Total en milliers d'euros	2 340	3 011

Note 23 : Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes versés aux auditeurs du Groupe se sont élevés à 579 K€ au 31 décembre 2021 et à 569 K€ au 31 décembre 2020.

(en milliers d'euros)	31/12/2021			
	Mazars	AEP	Autres	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	396	153	4	553
<i>dont</i>				
<i>Filiales</i>	298	50	4	352
Diligences et prestations spécifiques à la mission du Commissaire aux Comptes	24	2	0	25
<i>dont</i>				
<i>Filiales</i>	22	0	0	22
Total	420	155	4	579

Note 24 : Engagements hors bilan

Les engagements contractés par le Groupe à la date de clôture sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés		
Cautions diverses données par les filiales étrangères	(21 889)	(13 921)
Cautions pour imposition contestée	(69)	(69)
Cautions sur crédits consentis	-	-
Engagements locations longue durée	-	-
Achat à terme de devises	-	-
Engagements reçus		
Cautions diverses reçues par les filiales étrangères	-	-
Cautions diverses reçues par les sociétés françaises	-	-

Note 25 : Evénements postérieurs à la clôture

La société UFP UK Limited a acquis 100% de la société Ergo Computing UK, basée à Nottingham (Royaume-Uni), le 18 juillet 2022.

Au cours du mois de juillet 2022, Item International Handel GmbH a acquis les 6% restants des titres de Item Deutschland GmbH. Item International Handel GmbH détient désormais 100% de Item Deutschland GmbH.

Au cours du mois d'août 2022, les opérations suivantes ont eu lieu :

- SSL - Support Service Logistik - GmbH, détenue par DESPEC Supplies GmbH à 100%, a été rachetée par UFP International ;
- DESPEC Supplies GmbH, détenue par Item Holding GMBH, a été rachetée par UFP International ;
- SSL - Support Service Logistik - GmbH et DESPEC Supplies GmbH ont fusionné au sein de UFP Deutschland GmbH à la même date avec effet rétroactif au 1er janvier 2022 ;
- Parallèlement, Item Deutschland GmbH, détenue par Item International Handel GmbH à 100%, a été rachetée par UFP Deutschland GmbH ;
- OX GmbH a absorbé Item Deutschland GmbH avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Toutes les opérations intervenues au mois d'août 2022 n'auront pas d'incidence sur les comptes consolidés.